



ASIE CENTRALE ET CHINE

domination ou coopération ?

Mémoire de géopolitique
du chef d'escadron Christophe VINCENT
dans le cadre du séminaire « Asie Centrale »

Directeur : M. Arnaud KALIKA

Mars 2007

FICHE DOCUMENTAIRE

1. Asie centrale et Chine : domination ou coopération ?
2. 2007_memoire_geop_Asie centrale et Chine_CEN VINCENT
3. Chef d'escadron, armée de Terre, VINCENT Christophe, France
4. 12 mars 2007
5. Division D – groupe D1
6. Mémoire de géopolitique
7. Les bouleversements survenus dans la sphère communiste ont profondément modifié l'avenir des pays d'Asie centrale. L'histoire se réitère en faisant de cette région un nouvel enjeu stratégique que MacKinder désignait à l'époque de « grand jeu ». La Chine, longtemps absente de ce précarré soviétique, multiplie depuis les gestes de coopérations envers ces nouveaux Etats. Chefs d'Etats à l'écoute, partenariat économique, et surtout richesses d'hydrocarbures...elle semble avoir tout à y gagner. Mais cette relation tourne-t-elle insidieusement à la main mise d'un nouveau grand frère ou correspond-elle tout simplement à une nouvelle opportunité dont les états d'Asie centrale doivent se saisir ? Malheureusement, l'irruption des américains lié à l'intervention en Afghanistan semble avoir mis un frein ou retarder la réalisation de ce rêve.
8. Asie Centrale, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkmenistan, Chine, Russie, Etats-Unis, pétrole, gaz, islamisme, Organisation de coopération de Shanghai.

FICHE DE SYNTHÈSE



COLLEGE INTERARMEES

DE DEFENSE

CEN VINCENT Christophe (D1)

SEMINAIRE

« ASIE CENTRALE »

Mémoire de géopolitique

« Asie centrale et Chine : domination ou coopération ? »

Une succession d'événements ont profondément modifié la donne géopolitique dans la région de l'Asie centrale depuis le début des années 1990. De longue date, la Chine entretient avec elle, des liens politiques et militaires mais aussi culturels et commerciaux. Ces facteurs, historiques mais aussi la proximité géographique nous invitent à nous interroger sur la place de cet acteur régional majeur dont le rôle fut minoré depuis presque un siècle par le dynamisme de la pénétration russe puis soviétique. En réalité, malgré des ambitions internationales, la Chine ne semble pas chercher à s'accaparer l'Asie centrale. Il semblerait que la coopération soit davantage de mise de façon à lui garantir l'énergie, dont elle a cruellement besoin, et les alliés indispensables sur la scène mondiale.

Après avoir défini les besoins et ambitions de la Chine, la présente fiche s'attachera à montrer ce que peuvent lui apporter les républiques centrasiatiques. Enfin, la situation économique et politique de ces pays constitue un handicap de poids, accentué par les ambitions étrangères.

1. Besoins, craintes et ambitions de la Chine

Les intérêts de la Chine au regard de l'Asie centrale sont définis par les facteurs suivants. Premièrement, elle considère certains pays de la région comme d'importants fournisseurs de ressources énergétiques et des partenaires économiques potentiels. Deuxièmement, l'objectif de Pékin est de maîtriser les forces séparatistes de la région autonome du Xinjiang. Troisièmement, elle cherche à maintenir l'Asie centrale comme une arrière-cour stable sur le plan stratégique.

1.1. Une quête tout azimut de l'énergie

Son développement économique rend la Chine plus dépendante de l'approvisionnement énergétique, des investissements étrangers et de ses exportations. La Chine importe le tiers du pétrole qu'elle consomme. La priorité de la diplomatie chinoise est donc l'exploitation de ses propres ressources et parallèlement, la diversification de ses sources d'approvisionnements, notamment avec l'ouverture d'un axe transcontinental eurasiatique.

L'enjeu que représentent les réserves d'une de ses régions autonomes, le Xinjiang, nécessite de maintenir une stabilité tant intérieure que périphérique.

1.2. Assurer une stabilité intérieure et régionale

A la dislocation soviétique, la Chine qui possède 1700 km de frontière avec les pays d'Asie centrale renforce son dispositif militaire à la frontière du Xinjiang, craignant que l'indépendance des républiques musulmanes, ainsi que le processus de démocratisation au Kazakhstan et au Kirghizstan, ne servent d'exemple à ses propres turcophones (principalement les Ouïgours) et parmi les populations kazakhes et kirghizes. A travers l'instabilité tadjike et le conflit afghan, est aussi redoutée l'extension du fondamentalisme islamique aux populations musulmanes chinoises. Tout d'abord, Pékin exagère la présence de combattants en Afghanistan pour se plaindre du terrorisme international au Xinjiang. Puis, la Chine tente de dissiper les inquiétudes des pays d'Asie centrale à son égard en promouvant la lutte anti-terroriste et en véhiculant une image de superpuissance pacifique. Elle vise ainsi à établir une hégémonie douce. Mais l'Asie centrale devient surtout, tout au long des années quatre-vingt dix l'un des principaux axes stratégiques d'une Chine, désireuse de marquer des points contre le grand rival américain.

1.3. Ambitions régionale et internationale

L'arrestation au printemps 2000, en Tchétchénie de combattants ouïgours formés en Turquie, pays membre de l'OTAN, confirme pour Pékin la thèse du complot américain. Washington viserait à priver la Chine de ses marchés occidentaux du Tibet et du Xinjiang afin d'ériger une ceinture de petits Etats qui la couperait des réserves d'hydrocarbure et la priverait d'une profondeur stratégique indispensable dans le scénario d'un affrontement avec les Américains sur sa façade Pacifique autour de Taiwan.

A la faveur du déclin russe dans les années 1990, la Chine caresse donc le rêve de sortir de son rang de puissance régionale et d'être la deuxième puissance mondiale aux côtés des Américains. Le développement économique, la « réunification de la patrie », la multipolarité avec les stratégies d'alliance régionale sont des priorités qui doivent permettre d'atteindre cet objectif. Que peuvent lui apporter les républiques d'Asie centrale ?

2. Atouts des républiques d'Asie centrale

Pétrole, gaz, volonté économique et politique sont les cadeaux de bienvenus dans cette nouvelle relation sino-centrasiatique.

2.1. Un réservoir d'hydrocarbures

Comme la mer Caspienne devient une source d'approvisionnement avec le Kazakhstan et en gaz naturel avec le Turkménistan, la stabilité de l'Asie centrale constitue une préoccupation majeure pour la Chine qui devra importer 100 millions de barils bruts vers l'an 2010, à moins qu'elle ne découvre de nouvelles ressources. Combiné à ces échanges énergétiques, des liens économiques permettraient de faire décoller le Xinjiang.

2.2. Un partenaire économique et commercial

Les pistes sont nombreuses : désenclavement en développant les lignes de communication, et coopération commerciale. Deux problèmes sont quasiment réglés : le règlement des différends frontaliers entre la Chine et les autres pays de la région et de la paix et la sécurité

dans les zones frontalières. Le développement des liens économiques est un outil essentiel de la politique de la Chine à l'égard de l'Asie Centrale qui représente un marché émergent pour les produits chinois.

La stabilité stratégique de l'Asie centrale, comme arrière cour de la Chine dépend de deux conditions . La première condition est donc la conduite d'une politique extérieure ouverte par les pays de l'Asie centrale à l'égard de la Chine, qui, à son tour doit veiller à entretenir des relations bilatérales équilibrées avec eux. Deuxièmement, il faut éviter la mainmise d'une grande puissance sur l'Asie centrale.

2.3. Un allié dans le domaine sécuritaire et diplomatique

Pour Pékin, l'évolution de la situation dans la région dépendra de la durée de la présence militaire américaine. La Chine souhaite, par conséquent, faire de l'OCS le pivot central de sa stratégie en Asie centrale, en renforçant ses pouvoirs, en améliorant ses mécanismes de décision et en limitant son inertie institutionnelle afin d'en faire un outil de transformation de la région. En juillet 2005, les 6 membres de l'OCS se sont prononcés contre toute ingérence sur leur territoire et ont demandé à la coalition menée par les Etats-Unis de fixer une date butoir pour le retrait des bases militaires installées en Asie centrale pour les opérations en Afghanistan. Par ailleurs, la prudence des autorités centrasiatiques est de règle pour ne pas s'attirer l'ire chinoise.

Réserves d'hydrocarbures, partenariat économique, alliance diplomatique...les pays d'Asie centrale présentent donc des atouts intéressants face aux différents besoins de la Chine. Malheureusement les obstacles sont également nombreux, accentués par les influences extérieures.

3. Limites et enjeux

Ces nouveaux partenaires de Pékin, fragilisés par la crise économique et négligés par l'Occident, voient dans cette alliance déséquilibrée avec une Chine, en plein essor économique, politique et diplomatique un moyen de contenir les ambitions chinoises, une opportunité économique et de désenclavement ainsi qu'une carte dans leur jeu avec les Etats-Unis.

3.1. Des républiques centrasiatiques instables

Les cinq Etats de type présidentiel ont chacun un régime différent mais recourent aux mêmes méthodes autoritaires de gouvernement ; avec partout la quête du chef charismatique en recherche de légitimité et accaparant toutes les richesses. Parallèlement, l'opposition est incapable à s'organiser.

3.2. Un axe économique décevant

Avec le découpage stalinien, les cinq républiques ont des activités très restreintes. Ensuite, les prévisions sur les réserves d'hydrocarbures ne semblent pas aussi idylliques qu'on le pensait. Enfin, le partenariat économique à sens unique au profit des chinois commence à susciter le mécontentement dans les pays frontaliers. Ces différents sont parfois mis en exergue par les puissances étrangères concurrentes à la Chine.

3.3. Les influences extérieures de l'après 11 septembre

La nouvelle recomposition résultant des attentats du 11 septembre va révéler la fragilité des relations avec l'Asie centrale. A l'heure actuelle, la stratégie chinoise en Asie centrale n'est pas complètement indépendante : elle est conditionnée par les positions russes et américaines. Les Etats-Unis s'implantent en Afghanistan et au Pakistan, ce qui risque d'y marginaliser l'influence chinoise. Sans aucune consultation de leur allié chinois au sein de l'OCS, les Etats membres d'Asie centrale offrent aux Etats-Unis des facilités logistiques.

L'organisation voulue par les Chinois comme un instrument de contingentement de la puissance américaine montre ses limites.

Des efforts sont entrepris par la Russie depuis plusieurs années en vue d'assurer son retour en Asie centrale. En mettant l'accent sur l'intégration économique au sein de la CEI, la Russie cherche, en réalité à renforcer son influence politique. S'agissant du partenariat russo-chinois, les déclarations d'intention des deux parties ne se sont jamais traduites dans les faits. Les relations économiques, mis à part les ventes d'armes, sont demeurées marginales. La Russie préserve sa relation stratégique privilégiée avec l'Inde. En outre, les Russes ne se sont pas privés d'exploiter l'immigration chinoise et les peurs qu'elle suscite en Asie centrale. La volonté russe de rétablir un dialogue stratégique avec les Etats-Unis d'égal à égal précipite le rapprochement de ces deux pays et montre les carences du partenariat avec la Chine.

Les relations avec les pays d'Asie centrale constituent davantage un revers majeur pour la Chine dans sa volonté d'hégémonie dans cette région. L'alliance de circonstance russo-chinoise commence fatalement à se distendre devant le rêve de grandeur de Pékin et sa volonté de faire de l'Asie centrale sa chasse gardée. A condition toutefois que les Américains respectent leur engagement de ne pas affaiblir la Russie dans son arrière-cour, un nouveau dialogue stratégique Etats-Unis et Russie contre la Chine émerge de cet « après 11 septembre ». La Chine ne devrait donc pas considérer, sous peine de déboires, que l'Asie centrale constitue « sa » zone, mais plutôt et avant tout son poumon pétrolier et gazier, ainsi qu'une ceinture périphérique fiable et stable si elle y met les moyens.

ASIE CENTRALE ET CHINE:

domination ou coopération ?

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : Besoins, craintes et ambitions de la Chine

Une quête tout azimut de l'énergie
Assurer une stabilité intérieure et régionale
Ambitions régionale et internationale

DEUXIÈME PARTIE : Atouts des républiques d'Asie centrale

Un réservoir d'hydrocarbures
Un partenaire économique et commercial
Un allié dans le domaine sécuritaire et diplomatique

TROISIÈME PARTIE : Limites et enjeux

Des républiques centrasiatiques instables
Un axe économique décevant
Les influences extérieures de l'après 11 septembre

INTRODUCTION

Les théories classiques de la géopolitique du début du XX^{ème} siècle, notamment celle développée par le britannique H. MacKinder, désignait l'Eurasie comme la partie la plus importante du monde « civilisé »¹. Pour les stratèges, il y avait deux façons de dominer le monde : soit via l'émergence d'une puissance continentale ou d'une combinaison d'alliances continentales capables de dominer le heartland ; soit en contrôlant les rimlands, afin de contenir l'émergence d'une puissance continentale sur le heartland. Désignant traditionnellement les régions comprises entre l'Amou-Daria et le Syr-Daria, et composée des cinq républiques musulmanes de l'ex-URSS, l'Asie centrale est l'un de ces « pivots géographiques de l'histoire ». Une succession d'événements (effondrement de l'Union soviétique et accession à l'indépendance des cinq républiques, intervention américaine en Afghanistan et chute du régime des talibans) ont profondément modifié la donne géopolitique dans cette région depuis le début des années 1990.

La place occupée par la Chine dans cet espace doit être particulièrement soulignée. Ses liens de longue date avec l'Asie centrale ont été politiques et militaires mais aussi culturels et commerciaux. Cette zone fut longtemps l'intermédiaire privilégié de la circulation, de l'échange et de la transmission des idées et des marchandises le long des antiques « Routes de la soie » reliant l'Occident, l'Orient et la Chine. Ces facteurs, historiques mais aussi la proximité géographique nous invitent à nous interroger sur la place de cet acteur régional majeur dont le rôle fut minoré depuis presque un siècle par le dynamisme de la pénétration russe puis soviétique. Participe-t-il au sein d'un nouveau « Grand Jeu » à l'instar de celui qui avait opposé dans cette même région Russie tsariste et Empire britannique à la fin du XIX^e siècle ? En réalité, malgré des ambitions internationales, la Chine ne semble pas chercher à s'accaparer l'Asie centrale. Il semblerait que la coopération soit davantage de mise de façon à lui garantir l'énergie, dont elle a cruellement besoin, et les alliés indispensables sur la scène mondiale.

Afin de mieux cerner les raisons qui justifient l'intérêt porté par la Chine à la question de l'Asie centrale, il importe en premier lieu de définir les données du problème. Ce début de l'étude nous amènera logiquement à identifier les raisons de son attitude offensive dans le

¹ L'Eurasie est ainsi dénommée « heartland », par opposition aux « rimlands », constitués par l'Europe occidentale, le Moyen-Orient et les rives ouest du Pacifique.

domaine énergétique Nous verrons ensuite qu'il lui importe avant tout, face à des revendications identitaires, notamment celle du séparatisme ouïgour, de stabiliser ses provinces de l'ouest et de sécuriser son voisinage immédiat. Nous démontrerons enfin, qu'au-delà des raisons précédentes, la Chine cherche plus que jamais à se hisser parmi les grandes puissances de ce début de 21^{ème} siècle.

Dans une seconde partie, nous verrons pourquoi ces jeunes républiques constituent pour la Chine un enjeu géostratégique majeur. Nous serons ainsi conduits à évoquer plus précisément les richesses en hydrocarbures présentes dans cette région. Par ailleurs, nous verrons que ces républiques ont la volonté de coopérer économiquement avec des puissances émergentes telles que la Chine. Enfin, nous démontrerons que les classes dirigeantes, en cherchant à se libérer du joug russe, trouvent dans la Chine un allié de poids.

Dans la dernière partie, nous verrons quelles sont les limites et les enjeux d'une telle relation, qui s'engagent davantage sur les bases d'une coopération que d'une domination. Pour s'en convaincre, il conviendra dans un premier temps de faire un point de situation précis sur les fragilités réelles en Asie centrale liées à des causes structurelles et des relations politiques, économiques et industrielles insuffisantes. Il sera également nécessaire de comprendre les limites du rêve énergétique dans cette région. Enfin, à partir de ces éléments, il sera alors possible de porter un jugement sur la lutte d'influences externes de plus en plus vive entre les grands voisins de la région.

PREMIÈRE PARTIE : BESOINS, CRAINTES ET AMBITIONS DE LA CHINE

En pleine croissance économique, la Chine est tout d'abord à l'affut de toutes les réserves possibles capables de l'approvisionner. Pour cela, Pékin souhaite notamment profiter des réserves en hydrocarbures présentes en Asie Centrale.

De plus, le Xinjiang, province en retard économique mais avec d'importantes richesses naturelles, est une zone que les dirigeants chinois entendent garder sous contrôle. Or, les indépendantistes Ouïgours auraient des points d'appuis en Asie Centrale, qu'il s'agit de contrôler voire d'éliminer.

Enfin, la Chine a l'ambition, et les moyens à long terme, de concurrencer sur la scène internationale, de grandes puissances telles que les Etats-Unis. En cas de conflit avec ces derniers, autour de la question de Taiwan par exemple, le pays désire disposer d'alliés à sa frontière ouest.

1. UNE QUETE TOUT AZIMUT DE L'ENERGIE

La nécessité d'alimenter son décollage économique, la volonté de compléter ses propres ressources qui se révèlent insuffisantes, ainsi que la perception d'une vulnérabilité croissante du fait de sa dépendance énergétique grandissante - vulnérabilité qui pourrait être mise à profit par un autre Etat ou un groupe d'Etats - ont poussé la Chine à chercher de nouvelles sources d'approvisionnement énergétique, et selon des formes diverses et variées.

11. Avec une croissance fulgurante, la Chine est devenue importatrice de pétrole...

Tout d'abord, les gisements actuels se tarissent et les nouveaux forages s'avèrent fréquemment décevants². Or la consommation mondiale de pétrole est loin de fléchir. Selon l'hypothèse de croissance de l'AIE³, moins de la moitié des ressources pétrolières du monde seraient alors épuisées en 2025.

La Chine occupe une position intermédiaire entre les pays d'Asie Centrale, notamment le Kazakhstan, pays pétrolier, et les pays du sud-est asiatique, en développement rapide. Ces nouveaux pays industrialisés seront dans un proche avenir les plus gros demandeurs de

² LAFARGUE François, *Demain la guerre du feu : Etats-Unis et Chine à la conquête de l'énergie*, Paris ; Ed. Ellipses, 2006./ Chap2, Kriegspiel en Eurasie, (p93-121).

³ Selon le rapport sur les perspectives énergétiques internationales en 2004, la consommation mondiale de pétrole devrait passer de «3,8 milliards de tonnes/an en 2001 à 6 milliards de t/an en 2025.

ressources énergétiques.⁴ Depuis la mise en place des réformes en 1979, la République populaire de Chine a connu une croissance économique spectaculaire (taux de croissance de 9,9% en 2005). Cet essor de l'économie chinoise a toutefois provoqué l'augmentation concomitante de sa consommation de matières premières⁵, d'énergie en général, et de pétrole en particulier.

Alors que Pékin était autosuffisant en matière pétrolière – elle exportait d'ailleurs jusque dans les années 1980 une part substantielle de sa production –, la situation s'est inversée en 1993. La Chine est alors passée du statut de pays exportateur de pétrole à celui de pays importateur. Et depuis cette date, ses importations pétrolières n'ont cessé d'augmenter. Alors qu'elles s'élevaient à 9,93 millions de tonnes (Mt) en 1993, elles ont atteint 70,3 Mt en 2000⁶. En 2002, la Chine occupait le huitième rang mondial en matière d'importations pétrolières et la seconde place en Asie, derrière le Japon. Elle est aujourd'hui deuxième consommateur mondial derrière les Etats-Unis⁷. Xia Yishan, chercheur au *China International Affairs Research Institute*, notait qu'en 2010, les importations pétrolières pourraient alors compter pour 50% de la consommation du pays⁸. En 2025, selon l'agence internationale pour l'énergie (AIE), la Chine importera 82% de ses besoins en pétrole⁹.

Les besoins énergétiques chinois sont donc devenus disproportionnés. Parallèlement, ses réserves, limitées ou inexploitable pour certaines, ainsi que l'organisation et les infrastructures déficientes ne semblent pas pouvoir permettre de compenser complètement cette soif d'énergie.

12. ...Mais ses réserves limitées et ses infrastructures dépassées ne lui permettent pas de compenser sa dépendance énergétique

Les autorités chinoises ont été rapidement sensibles au fait que leur dépendance en matière pétrolière représentait une véritable vulnérabilité stratégique et qu'elle pourrait être un jour utilisée contre elle. Car dans l'esprit des stratèges, le pétrole n'est pas seulement une

⁴ KHAMRAEV Hamide « La Géopolitique du pétrole », dossier *Les Ouïgours au XXème siècle*, Cemoti, 2003.

⁵ coton, or, uranium et toute une gamme de minerais rares tel le rhénium (utilisé dans la fabrication de pièces aéronautiques)...

⁶ KELLNER Thierry, « La Chine et la nouvelle Asie centrale : de l'indépendance des républiques centrasiatiques à l'après 11 septembre », *rapport du GRIP*, 2002.

⁷ En 2004, Etats-Unis : 937 millions de t/an – Chine : 308 millions de t/an.

⁸ KELLNER Thierry, « La Chine et la nouvelle Asie centrale : de l'indépendance des républiques centrasiatiques à l'après 11 septembre », *rapport du GRIP*, 2002.

⁹ SEBILLE-LOPEZ Philippe., *Géopolitique du pétrole*, Paris ; Ed. Armand Colin, 2006. / Chap. 5, *L'Asie centrale et le Caucase*, (p 185-237)

source d'énergie, c'est aussi un instrument de pouvoir. En effet, qui contrôle les ressources pétrolières, contrôle l'économie mondiale et possède par ce biais, le plus puissant moyen de pression sur toute puissance rivale potentielle.

Ainsi, pour faire face à ces besoins cruciaux, la Chine pratique d'abord une politique d'exploitation maximale et de rentabilisation de ses ressources internes. Dans le cadre de la mise en valeur des ressources internes, Li Peng, alors Premier Ministre, résumait en 1997 la stratégie chinoise en un slogan : « *stabilizing the east, developing the west* »¹⁰. Il s'agissait à ses yeux de maintenir la production pétrolière sur les sites de production existants, tout en développant de nouvelles ressources sur l'ensemble du territoire chinois. Pékin comptait notamment sur la mise en valeur des bassins du Tarim, du Junggar et de Turpan- Kumul, tous trois situés dans la région autonome du Xinjiang. Cette dernière, présentée comme très prometteuse au début des années 1990 – on parlait à son sujet d'une sorte de nouvelle « Arabie Saoudite » –, s'est jusqu'à présent révélée globalement décevante dans le domaine pétrolier¹¹. Pour Han Xueqi, directeur de la *Xinjiang Regional Development Planning Commission*, la région devrait produire 30 Mt de pétrole et 30 milliards de m³ de gaz en 2010¹². L'exploitation des trois bassins sur une large échelle ne sera donc pas suffisante pour couvrir le déficit de Pékin en matière d'approvisionnement pétrolier. Surtout que certains grands champs pétrolifères, comme celui de Daqing, arrivent aujourd'hui à épuisement.

Second facteur, les difficultés d'exploitation liées notamment à la nature du terrain ainsi que la nécessité d'acheminer la production vers les centres de consommation de la côte Pacifique de la Chine situés à plusieurs milliers de kilomètres. Etant donné les investissements coûteux en oléoducs¹³, le pétrole du Tarim risque donc de ne pas être très compétitif au regard des prix du marché.

Enfin, sur le terrain économique, il est clair que Pékin ne dispose pas de sociétés pétrolières capables de rivaliser, surtout techniquement, avec les compagnies américaines.

¹⁰ KELLNER Thierry, « La Chine et la nouvelle Asie centrale : de l'indépendance des républiques centrasiatiques à l'après 11 septembre », *rapport du GRIP*, 2002.

¹¹ Si les estimations de *réserves potentielles* avancées par les autorités chinoises s'élevaient en 1999 à 10,7 milliards de tonnes de pétrole et 8,4 trillions de m³ de gaz, soit respectivement 13% des réserves nationales de pétrole et 25% des réserves de gaz, les *réserves prouvées* de pétrole dans ce bassin ne représenteraient que 230 Mt de pétrole et 100 milliards de m³ de gaz.

¹² KELLNER Thierry, « La Chine et la nouvelle Asie centrale : de l'indépendance des républiques centrasiatiques à l'après 11 septembre », *rapport du GRIP*, 2002.

¹³ Pour alimenter les marchés de la côte pacifique depuis le Xinjiang, la CNPC envisage la construction d'un oléoduc de 4200km capable de transporter 20 Mt de pétrole par an. Le coût est estimé à 1,2 milliards de dollars.

Sa croissance économique, couplée à l'épuisement progressif de ses gisements pétrolières principaux ont obligé donc Pékin à intensifier ses importations de produits pétroliers. La Chine mène donc une politique extrêmement agressive, tout azimut¹⁴ et de toutes formules destinée à conquérir une part de plus en plus conséquente des ressources mondiales.

13. ...la Chine tente alors de diversifier ses sources d'approvisionnements énergétiques et son organisation

Energies nouvelles, coopération, procédures financières, élargissement des zones d'approvisionnement : les solutions ne manquent pas.

Tout d'abord, elle conduit une politique qui l'amène à explorer toutes les voies possibles de compensation et à s'engager dans un programme élaboré de recherche et de développement sur les énergies nouvelles et les économies d'énergie.

Ensuite, il s'agit pour elle d'offrir à ses compagnies pétrolières l'occasion d'acquérir une expérience internationale leur permettant à terme de concurrencer les «majors» occidentales. Pékin développe ses relations avec les pays producteurs de pétrole, notamment ceux du Golfe persique, et favorise l'acquisition par ses compagnies nationales (la *China National Petroleum Cooperation* (CNPC) et la *China National Offshore Oil Corporation* (CNOOC)) d'intérêts dans le secteur pétrolier étranger : droits d'exploitation, rachats de compagnies étrangères, rachats de parts, coopération,... La Chine a ainsi acquis des concessions pétrolières au Venezuela, au Pérou, au Soudan, en Iran et en Irak. Malheureusement, ces acquisitions par des compagnies de Pékin ne sont pas suffisantes pour couvrir ses besoins en pétrole¹⁵.

Le troisième but de Pékin est de diversifier géographiquement ses sources d'approvisionnement et d'établir des relations avec des fournisseurs « fiables ». Jusqu'à présent, la Chine avait adopté, du fait de son autosuffisance énergétique, une position neutre par rapport aux événements liés à la géopolitique de l'énergie. En effet, les prix du pétrole étaient fixés au niveau central et étaient complètement indépendants du marché mondial. Cette indifférence face aux événements au Moyen-Orient a fait prendre beaucoup de retard à la Chine par rapport aux États-Unis. Or, comme nous l'avons vu précédemment, la Chine est devenue tributaire de la même source d'approvisionnement que

¹⁴ Comme en Afrique ou en Amérique latine, mais la priorité reste accordée à la Russie et l'Asie centrale, proches de la Chine et dotées de significatives réserves en hydrocarbures.

¹⁵ En 2001, la production de pétrole de la CNPC à l'étranger s'est élevée à 5Mt. L'objectif de la société étant d'atteindre les 15 Mt dans les 5 ans.

les grandes nations industrielles. Une compétition s'est ainsi créée au Moyen-Orient. La Chine a rejoint le Japon et la Corée quant aux quantités de pétrole brut importé, dont près de la moitié provient du Moyen-Orient¹⁶, principalement d'Oman et du Yémen¹⁷. Ce pétrole transite en grande partie par les détroits d'Ormuz et de Malacca, généralement considérés comme des «zones de conflits potentiels». Les problèmes accrus au Proche-Orient et la vulnérabilité des tankers constituent donc de véritables menaces¹⁸. Pour des raisons techniques et financières notamment, la marine chinoise n'a, à court terme, pas les moyens de protéger les lignes de communications maritimes entre le golfe Persique et la mer de Chine du sud; problème auquel s'ajoutent la question de Taïwan et le différend portant sur les îles de la mer de Chine du sud. Le transport du pétrole en provenance du Moyen-Orient par voie maritime peut donc aisément subir des perturbations voire être interrompu. Par ailleurs, l'implantation américaine devenant croissante au Moyen-Orient, la Chine se méfie de la capacité de Washington à contrôler ses approvisionnements pétroliers. Il est également permis de se demander pendant combien de temps la Chine bénéficiera d'une certaine immunité dans les pays à risques, notamment musulmans, compte-tenu de ses activités de répression du mouvement autonomiste ouïgour, dont une partie est touchée par l'activisme fondamentaliste islamique.

Sur le plan du gaz naturel, consommation et production intérieures s'équilibrent donnant, en fin de compte, à la Chine, un léger surplus¹⁹. Beaucoup de grandes villes de la région sont prêtes à l'utiliser, car elles veulent réduire la pollution de l'air. C'est la raison pour laquelle, elle mène, vis à vis de l'extérieur, la même activité d'acquisition de gaz naturel que celle qu'elle conduit pour le pétrole.

La Chine est donc devenue un compétiteur nouveau, gourmand et offensif sur le marché international de l'énergie. Le revers pour elle est désormais celui d'un positionnement en situation de dépendance énergétique et de vulnérabilité stratégique. Par conséquent la Chine doit de toute urgence trouver de nouvelles sources d'approvisionnement fiables et diversifiées par rapport au Moyen Orient et à la Sibérie, et des voies d'acheminement de

¹⁶ Depuis 1997, le Moyen-Orient a remplacé la région Asie-pacifique comme fournisseur principal de Pékin. La part du Moyen-Orient dans les importations chinoises de pétrole pourrait atteindre 80% en 2010.

¹⁷ La place importante occupée par le pétrole de ces deux pays s'explique par des facteurs techniques. Les raffineries chinoises sont davantage adaptées au traitement de ce pétrole qu'à celui des autres productions du Moyen-Orient.

¹⁸ KANDIYOTI Raphaël, « De nouvelles routes pour le pétrole et le gaz », *Le monde diplomatique*, mai 2005.

¹⁹ Alors que cette source d'énergie atteint seulement aujourd'hui 2,1% de la consommation énergétique de la Chine – soit 1/10 de la moyenne mondiale – ce ratio devrait s'élever dans les 20 prochaines années à 8%.

rechange. C'est dans ce contexte que depuis 1997, l'intérêt de Pékin s'est porté sur les ressources énergétiques de l'Asie centrale, situées principalement autour du bassin de la Caspienne. Mais l'énergie ne constitue pas la seule raison. La stabilité de l'ouest du pays constitue également un axe stratégique important au sein de la politique chinoise.

2. ASSURER UNE STABILITE INTERIEURE ET REGIONALE

Les objectifs de Pékin en Asie Centrale sont intimement liés à la situation de la région autonome chinoise du Xinjiang, littéralement « *nouvelle frontière* » en mandarin.

Tout d'abord, riche en ressources naturelles et disposant d'une situation stratégique importante, cette dernière affiche un retard économique qui pénalise la croissance du pays. Il convient d'y remédier en la désenclavant et en essayant de développer une coopération économique avec ses voisins.

Ensuite, le gouvernement chinois veut à tout prix éradiquer les velléités indépendantistes des activistes ouïgours. Cette ethnie musulmane, majoritaire au Xinjiang, est liée historiquement aux républiques d'Asie centrale. Pékin est donc amené à considérer qu'il fait face à deux menaces majeures venant d'Asie Centrale: une agitation potentielle des populations musulmanes du Xinjiang et en Asie Centrale et une instabilité sur sa frontière occidentale.

21. Dans une province chinoise stratégique mais économiquement à la traîne, le Xinjiang,...

Une attention particulière est accordée au désenclavement des régions de l'Ouest et du Nord-Ouest, vastes territoires peu peuplés dépourvus d'un réseau de transports efficace mais possédant d'importantes richesses²⁰, notamment dans le secteur minier et des hydrocarbures. Il importe aujourd'hui au gouvernement chinois de rééquilibrer le développement économique du pays pour permettre la poursuite d'une croissance compétitive.

La province autonome du Xinjiang, éloignée des régions côtières, est en effet longtemps restée à l'écart du décollage économique de l'ensemble de la Chine. Or, cette province constitue comme nous l'avons vu précédemment un réservoir non négligeable de ressources pétrolières, vital pour la sécurité énergétique du pays. Le Xinjiang occupe une position stratégique entre la Mongolie, la CEI, l'Afghanistan, le Pakistan, le Tibet et l'Inde,

²⁰ Cf. annexe 1

redoutable concurrent de la Chine. Cette région sert aussi aux expériences balistiques et nucléaires –sur le polygone de Lop Nor.

C'est pourquoi, en 1992, les investissements publics y ont progressé de 30%. Par ailleurs, Pékin amorce des projets de désenclavement. Par exemple, la réalisation d'un tronçon de 300 kilomètres d'une ligne de chemin de fer permettra de relier les ports orientaux de la mer de Chine aux ports turcs. La construction de cette voie ferrée permettra aussi à l'Asie centrale de se désenclaver et la Chine de s'ouvrir de nouveaux débouchés vers Tachkent, Téhéran et Istanbul²¹.

Cette tentative de développement économique calmera peut être les velléités nationalistes ouïgours exprimées, parfois avec violence, contre le gouvernement chinois.

22. ...face au peuple ouïgour, des activistes musulmans indépendantistes...

Bien implantée en Chine depuis le début de notre Moyen-âge, la communauté musulmane est actuellement forte d'environ vingt millions d'individus, répartis dans plusieurs provinces. Elle comprend notamment le peuple ouïgour qui occupe de façon majoritaire le Xinjiang²². Les Ouïgours ont des velléités indépendantistes et récusent l'appellation « Xinjiang » au profit de celle de «Turkestan oriental». Leur résistance au pouvoir central, moins médiatisée que celle des Tibétains, a connu un nouvel essor dans les années qui ont immédiatement suivi l'éclatement de l'URSS, se manifestant de manière spectaculaire par des émeutes sporadiques et des attentats de toutes natures.

Au départ l'islam modéré du Xinjiang, majoritairement sunnite, n'a qu'un rôle sociétal traditionnel secondaire. Ce n'est bien plus tard que les revendications identitaires se sont islamisées. Après un moment d'hésitation, la Chine a tourné à son avantage la situation créée par les attentats du 11 septembre. Dénonçant les indépendantistes ouïgours comme des « *terroristes séparatistes* », elle a demandé à ce qu'ils soient insérés dans la liste des « *terroristes* » dressée par la coalition internationale²³. De cette façon, bien qu'officiellement dotée d'un régime d'autonomie, la région peut faire l'objet d'une politique de répression de grande envergure.

²¹ BARI Dominique, « La Chine s'ouvre à l'Asie centrale », *L'Humanité*, 7 mai 1994.

²² 9 millions de musulmans (7 millions d'Ouïgours, 1 millions de Kazakhs, 140 000 Kirghizes, 33 000 Tadjiks, 15 000 Ouzbeks, quelques milliers de Tartares etc.)

²³ Ilaria Maria Sala, « Fondamentalistes d'Asie centrale », *Le monde diplomatique*, Février 2002.

Néanmoins, l'Asie centrale n'est pas l'Asie du Sud-est où vit une active diaspora chinoise. C'est pourquoi la Chine fait preuve de prudence. Outre la répression contre les activités séparatistes encouragées de l'étranger, la Chine use de l'arme démographique. Il s'agit donc aujourd'hui de faire avancer le rouleau compresseur ethnique chinois jusqu'aux limites occidentales du Xinjiang. Jean PERRIN évoque un calcul réalisé par le Groupe d'étude prospective sur l'Asie FUTURIBLES, sur une durée de cinquante ans, et montrant que la population ouïgours avait augmenté de 2 fois et demi, tandis que le nombre des han s'était accru de 19 fois ! Cette entreprise systématique et simultanée de sinisation est évidemment génératrice de résistance. Les chinois ethniques de souche han sont favorisé dans tous les domaines : politique de limitation des naissances qui pénalise davantage les minorités, accession à l'université et nomination aux postes étatiques en fonction de l'origine ethnique...

Le problème du peuple Ouïghour dans la région autonome du Xinjiang est par conséquent un considérable défi. Et la province musulmane de l'extrême ouest de la Chine est très directement concernée par les convulsions d'Asie centrale. Pékin surveille donc sa frontière ouest trop islamisée à son goût et l'Asie centrale en général, et est tentée de supprimer les diverses affinités de ce peuple avec ses voisins d'Asie Centrale.

23. ...la Chine tente de s'assurer une stabilité régionale.

Le nationalisme des populations musulmanes non han s'est trouvé conforté par les accessions à l'indépendance de régions voisines. Le processus de démocratisation du Kirghizstan et du Kazakhstan peut présenter un risque de propagation au Xinjiang parmi les minorités de ces deux pays qui y sont installées²⁴. Pour Pékin, le risque serait évidemment que les mouvements de déstabilisation²⁵ s'étendent à l'ensemble de l'Asie centrale et gagnent la région autonome du Xinjiang, selon le principe des dominos²⁶. Tout changement brutal dans ces républiques d'Asie centrale aurait donc des répercussions directes sur la sécurité nationale chinoise.

Ensuite, Pékin craint l'influence que peuvent avoir les islamistes ou les musulmans tout court sur les populations chinoises ouïgours sur la frontière Ouest. L'islamisme d'après de

²⁴ NIQUET Valérie, « La Chine et l'Asie Centrale », *Perspectives chinoises*, n°96, juillet-août 2006.

²⁵ Comme à Andijan, en Ouzbékistan, en mai 2005

²⁶ NIQUET Valérie, « La Chine et l'Asie Centrale », *Perspectives chinoises*, n°96, juillet-août 2006.

nombreux auteurs est en effet devenu dans cette région de l'Asie centrale la principale force de déstabilisation²⁷.

Parallèlement, la Chine veut s'assurer que les séparatistes ne puissent disposer d'aucun soutien de la part des islamistes d'Asie Centrale. L'enjeu du Xinjiang pour la Chine est tel qu'elle surveille attentivement les activités des Ouïgours à l'étranger. Cette diaspora s'est établie au Kazakhstan (200 000 personnes), 50 000 au Kirghizstan et en Ouzbékistan, au Turkménistan, en Turquie et enfin en Arabie Saoudite. Trois grandes organisations ouïgoures possèdent leur siège principal au Kazakhstan, avec des ramifications au Kirghizstan et en Ouzbékistan. Il existe une évidente communauté culturelle, linguistique, ethnique et religieuse entre le Xinjiang et les républiques d'Asie centrale²⁸. Le peuple ouïgour effectue régulièrement des tentatives d'unification avec leurs frères des communautés Kazakhes, Kirghizes et Ouzbeks, avec le soutien de l'Arabie Saoudite. De même, de nombreux Ouïgours chinois ont étudié dans les madrasas (écoles coraniques). Cependant, il s'agit de démarches individuelles et l'on ne connaît pas de structures ouïgoures organisées ayant appuyé les talibans. Même si, dans le même temps et de leur côté, les talibans ont exporté vers la Chine, et surtout le Xinjiang, deux de leurs spécialités : le fondamentalisme religieux et, par le corridor de Wakhan, à l'extrême est de l'Afghanistan, l'héroïne bon marché²⁹. Des combattants ouïgours avaient d'ailleurs été capturés par les Russes en Tchétchénie, au printemps 2000.

La stabilité du Xinjiang est donc au cœur des préoccupations de sécurité de la République populaire de Chine et constitue l'un des premiers facteurs de détermination de la politique de la Chine vis-à-vis de l'Asie centrale. D'une part, la Chine redoute également l'expansion fondamentaliste islamique à ses frontières. D'autre part, le souci de Pékin est d'éviter toute déstabilisation en Asie centrale, laquelle pourrait encourager le séparatisme ouïgour dans le Xinjiang ou toute volonté d'émancipation dans la voie démocratique. Le constat est clair : le contrôle du Xinjiang passe donc par le contrôle de la périphérie et des contacts. C'est pourquoi, le pouvoir Chinois insiste sur la mise en œuvre de bonnes relations avec les républiques d'Asie centrale et a multiplié depuis 1996 les démarches diplomatiques en direction de ses voisins.

²⁷ Juneau Thomas, Hervouet Gérard, Lasserre Frédéric, ASIE CENTRALE ET CAUCASE, UNE SECURITE MONDIALISEE, Sainte-Foy Québec, *Les presses de l'université Laval*, Collection politique étrangère et sécurité, 2004.

²⁸ NIQUET Valérie, « La Chine et l'Asie Centrale », *Perspectives chinoises*, n°96, juillet-août 2006.

²⁹ Ilaria Maria Sala, « Fondamentalistes d'Asie centrale », *Le monde diplomatique*, Février 2002.

3. AMBITIONS REGIONALE ET INTERNATIONALE

La Chine a donc été amenée à adopter une stratégie d'ensemble qu'elle appelle « politique périphérique » (*zhoubian zhengce*) et qui consiste en premier lieu à défendre le pré carré en s'assurant un environnement stable et en menant une politique de bon voisinage destinée à consolider la paix à ses frontières et à renforcer son assise régionale et internationale.

31. Devenir la puissance régionale...

La stratégie de stabilisation de la périphérie fait partie d'une « politique du pourtour ». Zbigniew Brzezinski, l'un des chefs de file de la géopolitique américaine, avait déclaré après la chute du mur de Berlin : « Nous ferons avec la Chine ce que nous avons fait avec l'Union soviétique, nous lancerons contre elle les minorités ethniques et religieuses »³⁰. Mais au-delà du souci de stabilité, il s'agissait également pour Pékin, d'élargir sa sphère d'influence ou d'intérêt privilégié³¹

A la faveur du déclin russe, et en empêchant l'émergence ou la régénérescence d'autres acteurs régionaux, la Chine a maintenant les cartes en mains pour devenir un acteur incontournable en Asie³² mais également obtenir le statut de deuxième puissance mondiale au côté des Etats-Unis.

32. ...et pouvoir concurrencer les Etats-Unis sur la scène internationale.

Les Etats-Unis proclament ouvertement qu'ils doivent préserver leur statut de seule et unique puissance planétaire³³. Cette vision inclut d'abord la domination sur les zones riches en ressources naturelles de première importance, à commencer par les hydrocarbures. Ensuite, quant à l'émergence de puissances rivales potentielles, il suffit de lire la production des *think tanks* néoconservateurs pour savoir qu'il s'agit de la Russie, de la Chine, d'une Europe à la gestation aléatoire, du Japon et même de l'Inde.

Il s'agit donc d'éviter la manœuvre d'encerclement de la part des Etats-Unis. En cas de conflit avec ces derniers autour de la question de Taiwan, Pékin désire disposer d'alliés à sa frontière ouest. Pékin a donc procédé à un réalignement idéologique en direction des régimes les moins démocratiques qui peuvent le moment opportun lui apporter un soutien

³⁰ SEBILLE-LOPEZ Philippe., *Géopolitique du pétrole*, Paris ; Ed. Armand Colin, 2006. / Chap. 5, *L'Asie centrale et le Caucase*, (p 185-237).

³¹ NIQUET Valérie, « La Chine et l'Asie Centrale », *Perspectives chinoises*, n°96, juillet-aout 2006.

³² cf. annexe 3

³³ SEBILLE-LOPEZ Philippe., *Géopolitique du pétrole*, Paris ; Ed. Armand Colin, 2006. / Chap. 5, *L'Asie centrale et le Caucase*, (p 185-237)

sur la scène internationale. Pour cela, la Chine s'est appuyée sur un mécanisme, lui aussi évolutif, l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS)³⁴. Nous y reviendrons.

Par ailleurs, dans un souci de réintégrer la communauté internationale et de ne plus être considéré comme un paria, la Chine dénonce les attentats de New-York et propose sa coopération dans la lutte contre le terrorisme. Pékin cherche à s'afficher comme acteur - médiateur indispensable dans le règlement de certaines crises.

Pour la Chine, l'Asie Centrale semble correspondre à sa profondeur stratégique. Dans le domaine énergétique, l'intérêt de Pékin pour cette région repose donc à l'origine sur des considérations internes – les besoins de son économie et aussi les bénéfices potentiels que sa région autonome du Xinjiang pourrait tirer du développement de la coopération avec ses voisins dans le domaine de l'énergie –, mais également sur la perception de sa vulnérabilité stratégique³⁵. Enfin, la Chine cherche des soutiens pour contrecarrer l'encerclement américain. Les républiques centrasiatiques ont en effet de quoi satisfaire Pékin.

³⁴ NIQUET Valérie, « La Chine et l'Asie Centrale », *Perspectives chinoises*, n°96, juillet-août 2006.

³⁵ KELLNER Thierry, « La Chine et la nouvelle Asie centrale : de l'indépendance des républiques centrasiatiques à l'après 11 septembre », *rapport du GRIP*, 2002.

DEUXIEME PARTIE : ATOUTS DES REPUBLIQUES D'ASIE CENTRALE

L'Asie centrale a été à la fois une zone d'échanges et une zone de conflits. La Chine a toujours été en contact avec les peuples d'Asie centrale, soit pour se protéger de leurs incursions, soit pour commercer avec eux et accroître l'aire d'expansion chinoise³⁶. Puis, l'influence chinoise en Asie centrale a été inexistante pendant plus d'un siècle. Aujourd'hui, elle s'accroît, suscitant des inquiétudes du côté de Moscou et de Washington. Mais pourquoi précisément choisir cette zone ?

C'est d'abord dans le domaine de l'énergie que la Chine fait porter tous ses efforts ? En effet, en termes de sécurité, face à la crainte d'un contrôle de Washington sur les ressources pétrolières en provenance du Moyen- Orient, cette région possède donc aux yeux de Pékin des avantages non négligeables.

Ensuite, espace directement frontalier, il offre justement un marché intéressant au Xinjiang pour son développement économique.

Enfin, dans sa recherche de pouvoir et d'alliance, les républiques centrasiatiques, tant convoitées par les américains, peuvent se révéler un soutien judicieux.

1. UN RESERVOIR D'HYDROCARBURES

Le nouveau centre de la compétition géopolitique semble s'être déplacé vers le centre-sud de l'Eurasie, sur une zone englobant le golfe Arabo-persique, le bassin de la Caspienne et les pays environnants de l'Asie centrale. Directement ou pas, l'ellipse mondiale des hydrocarbures³⁷ est désormais un enjeu pour la suprématie planétaire.

L'intérêt de Pékin à l'égard des ressources énergétiques de l'Asie centrale entre évidemment dans le cadre de sa recherche de fournisseurs fiables et d'une diversification de ces approvisionnements nécessaires non seulement à la poursuite de l'essor de son économie mais aussi au renforcement de sa sécurité énergétique. Il est de plus renforcé par des considérations purement stratégiques. Face à la crainte d'un contrôle de Washington sur les ressources pétrolières en provenance du Moyen-Orient, la proximité géographique de la Chine avec les pays de l'Asie centrale accroît la capacité de pression sur eux en cas de difficultés internationales. De plus, une puissance extérieure rencontrerait sans doute de

³⁶ PERRIN Jean, *La Chine et ses voisins d'Asie centrale à l'horizon 2020*, (chap 8, p119-129), Groupe d'étude prospective sur l'Asie FUTURIBLES, *La Chine à l'horizon 2020*, Paris ; Ed. L'Harmattan, 2006

³⁷ Avec environ 70% des réserves connues restantes de pétrole.

grandes difficultés si elle tentait de bloquer des approvisionnements pétroliers de la Chine provenant de cette région. La contiguïté de cette région géographique avec la Chine associée à la mise en place d'oléoducs terrestres reliant directement la zone d'exploitation et le territoire chinois rendraient Pékin moins vulnérable aux éventuelles pressions extérieures.

Depuis 1997, l'intérêt de Pékin s'est porté sur les ressources énergétiques de l'Asie centrale, situées principalement autour du bassin de la Caspienne. Puis, après les shuttle-traders (commerçants-navettes), les responsables chinois sont venus acheter du pétrole kazakh ou du gaz turkmène pour répondre aux nouveaux besoins énergétiques chinois.

11. la mer caspienne

Trois champs supergéants³⁸ ont été découverts : ACG en Azerbaïdjan, puis Tenguz et Kashagan au Kazakhstan. Les estimations demeurent imprécises³⁹. Mais quel que soit le niveau exact des réserves d'hydrocarbures détenues par les pays de la Caspienne, cette zone devrait être capable de produire vers 2010, moyennant des investissements massifs dans la construction de nombreux pipelines, entre 3,5 et 4 Mb/j, soit l'équivalent de la production iranienne actuelle. En 2020, la production de la région pourrait se situer entre 5 et 6 Mb/j de pétrole et entre 240 et 280 milliards de m³ de gaz⁴⁰. Même s'il est peu probable que la Caspienne puisse représenter dans l'avenir plus de 4 à 5% de la production mondiale de pétrole, ces gisements sont devenus très importants dans la phase actuelle de ruée sur les ressources planétaires d'hydrocarbures, d'où les jeux de puissance sur la zone.

Détenant des parts dans la mer Caspienne, le Kazakhstan constitue le filon pétrolier à plus d'un titre.

12. le pétrole kazakh

Le sous-sol kazakh abonde en richesses minérales⁴¹ et particulièrement en ressources pétrolières ainsi qu'en gaz naturel en bordure de la mer Caspienne. Les secteurs industriel et énergétique sont les plus attrayants pour les investisseurs étrangers et représentent les

³⁸ Cf. annexe 4

³⁹ Les réserves prouvées de pétrole de la Caspienne oscillent de 39,4 milliards de barils (cabinet MacKenzie) à plus de 80 milliards de barils.

⁴⁰ SEBILLE-LOPEZ Philippe, *Géopolitique du pétrole*, Paris ; Ed. Armand Colin, 2006. / Chap. 5, *L'Asie centrale et le Caucase*, (p 185-237).

⁴¹ uranium (30% de réserves mondiales), chrome, argent, plomb, zinc, phosphate, nickel, charbon, métaux noirs, métaux rares, ...

principales sources de devises du pays. Entre 1999 et 2004, sa production pétrolière a progressé de 15% par an. Il détenait fin 2004, les huitièmes réserves mondiales de pétrole avec 39,6 milliards de barils et les onzièmes réserves prouvées de gaz naturel avec 3 trillions de m³⁴². Son potentiel est pratiquement intact car ses gisements super-géants ont été découverts assez tard et l'exploration du territoire de la Caspienne n'est pas totalement achevée. Le gisement de Tenguiuz, avec ses 6 à 8 milliards de barils de réserves de brut, n'a été découvert qu'en 1979. Mieux encore, celui de Kashagan, découvert en 2000, mais qui est encore en phase d'estimation, recèlerait entre 12 et 15 milliards de barils de réserves prouvées, ce qui en ferait le 25^{ème} gisement de tous les temps. Le Kazakhstan aurait toutes les chances d'occuper prochainement une place parmi les cinq premiers producteurs d'hydrocarbures. Son pétrole est toutefois de qualité assez moyenne. Un troisième gisement, géant celui là, Karachaganak, est situé on shore, au nord-ouest, vers la frontière russe. Il recèle en outre 25% des réserves gazières du pays.

Le Kazakhstan est volontiers présenté comme un «nouvel Eldorado», pour peu que les infrastructures d'exportation et d'évacuation se modernisent. D'où un intérêt prononcé de la Chine pour le Kazakhstan.

La Chine mène en premier lieu une politique d'investissements en prenant des participations dans des gisements pétroliers ou en concluant des accords de partenariat en exploration-production. Le Kazakhstan s'est montré plus ouvert que la Russie au rachat par des sociétés d'Etat chinoises de sociétés pétrolières kazakhes.

Tout d'abord, la China National Petroleum Company (CNPC) a pris des parts dans l'exploitation des champs pétrolifères kazakhs sur la Caspienne. En août 1997 le gouvernement chinois a obtenu la licence d'exploitation sur le plus grand gisement de pétrole du Kazakhstan (Aktobe), avec 60% des parts de la compagnie kazakhe *Aktobemunajgaz*⁴³, devant les sociétés occidentales. L'accord prévoyait l'investissement de 4,3 milliards de dollars en 20 ans au Kazakhstan. Il s'agissait du plus gros investissement étranger jamais réalisé par Pékin. Cet accord lui donnait les droits exclusifs d'exploitation du champ d'Aktyubinsk⁴⁴ (nord-ouest du Kazakhstan). En septembre 1997, la CNPC a également investi 1,3 milliards de dollars dans une *joint-venture* avec la firme kazakhe

⁴² SEBILLE-LOPEZ Philippe., *Géopolitique du pétrole*, Paris ; Ed. Armand Colin, 2006. / Chap. 5, *L'Asie centrale et le Caucase*, (p 185-237)

⁴³ KELLNER Thierry, « La Chine et la nouvelle Asie centrale : de l'indépendance des républiques centrasiatiques à l'après 11 septembre », *rapport du GRIP*, 2002.

⁴⁴ L'agence de presse officielle de la Chine, *Xinhua* évaluait les réserves de ce champ à 590 Mt de pétrole et 220 milliards de m³ de gaz.

Uzenmunigas pour le développement du champ pétrolifère d'Uzen (ouest du Kazakhstan, péninsule de Manguychlak).

Dès la visite du président du Kazakhstan en Chine en 1995, l'idée d'un contrat sur un oléoduc entre Tengiz et le port chinois de Lianyungang avait été mise à l'ordre du jour. Avec sa fringale énergétique, la Chine avait déjà importé du Kazakhstan en 2003 environ un million de tonnes de brut par le rail. Mais, outre que cette forme de transport a des capacités limitées, son coût supplémentaire se répercute en aval, dans les industries énergétique et chimique⁴⁵. C'est pourquoi, les accords de 1997 prévoyaient aussi la construction de deux oléoducs pour le transport des productions de ces champs. Le premier⁴⁶ doit transporter le pétrole kazakh, à travers le Xinjiang, vers les ports orientaux chinois sur une distance d'environ 3.000 km. Avec la construction de cet oléoduc, la Chine accroît la marge de manœuvre et de négociation du Kazakhstan qui gagne ainsi un partenaire supplémentaire⁴⁷. Le second, d'une longueur de 1.000 km, doit également être construit par la CNPC pour relier le champ d'Uzen à l'Iran via le Turkménistan. Officiellement opérationnels en 2002, ces deux oléoducs ne sont pas achevés

Multipliant les contacts politiques avec le Kazakhstan, elle a également opté pour la construction en *joint-venture* (Kazmunaigaz-CNPC) d'un oléoduc de 988 km entre Alatasu dans la région de Karaganda et Alashankou au Xinjiang⁴⁸. Il a été achevé en décembre 2005. Opérationnel, l'oléoduc doit alimenter plusieurs raffineries de l'ouest de la Chine. Sa capacité initiale de 10 Mt par an peut être étendue à 20 Mt d'ici cinq ans. Il pourrait recevoir ultérieurement du pétrole russe de Sibérie occidentale.

Chinois et Kazakhs sont également en train d'envisager la construction d'un gazoduc entre le Kazakhstan occidental et la région du Xinjiang-Ouïgour. Sa mise en service est prévue pour 2008. Il pourrait transporter de 8 à 10 milliards de m³, voire 30 milliards de m³ d'ici 2020. Naturellement, les deux parties sont préoccupées par le coût considérable de l'entreprise et il semble que le projet soit prévu dans le cadre d'une stratégie de réserve à plus long terme⁴⁹.

⁴⁵ KANDIYOTI Raphaël, « De nouvelles routes pour le pétrole et le gaz », *Le monde diplomatique*, mai 2005

⁴⁶ cf. annexe 5

⁴⁷ Surtout que ce pipeline donne la possibilité d'exporter ensuite le pétrole kazakh vers le Japon, la Corée, et les pays de l'Asie du Sud-est.

⁴⁸ PERRIN Jean, *La Chine et ses voisins d'Asie centrale à l'horizon 2020*, (chap 8, p119-129), Groupe d'étude prospective sur l'Asie FUTURIBLES, *La Chine à l'horizon 2020*, Paris ; Ed. L'Harmattan, 2006.

⁴⁹ KANDIYOTI Raphaël, « De nouvelles routes pour le pétrole et le gaz », *Le monde diplomatique*, mai 2005.

Les avancées récentes de firmes pétrolières chinoises avec le Kazakhstan⁵⁰ dans le cadre du projet géant du nord de la mer Caspienne illustrent la primauté prise par la Chine sur les Etats-Unis et la Russie qui n'en sont parfois qu'aux premières étapes de négociations.

Outre le pétrole kazakh, Pékin s'est également intéressé dès 1994 au gaz du Turkménistan.

13. le gaz turkmen

Le domaine énergétique est l'un des rares points forts du pays. Le Turkménistan est le 4^{ème} producteur et 2^{ème} exportateur mondial de gaz naturel; son sous-sol renferme des réserves, les troisième ou quatrième du monde, équivalentes à toutes les réserves du Golfe persique réunies⁵¹. Il est aussi le 3^{ème} producteur de pétrole de la CEI, après la Russie et le Kazakhstan.

En 1994, la CNPC et le ministère turkmène du Pétrole ont signé une lettre d'intention destinée à entreprendre l'étude de faisabilité d'un gazoduc, en partie sous-marin, devant relier le territoire turkmène à la Chine (via l'Ouzbékistan et le Kazakhstan) et potentiellement au Japon. Le coût de ce projet de gazoduc, d'une capacité de 30 milliards de m³ de gaz par an et s'étendant sur près de 8.000 km, a été évalué à 12 milliards de dollars⁵². Ce projet pourrait voir le jour grâce à des investissements principalement japonais. Aujourd'hui, les projets de gazoducs reliant le Xinjiang au Turkménistan n'ont toujours pas abouti.

Outre le gaz, la CNPC est également engagée au Turkménistan dans le secteur du pétrole. Elle a ainsi livré des équipements gaziers et pétroliers à Achkhabad et réparé une trentaine de puits sur le champ pétrolifère de Koturdepe dans l'ouest du Turkménistan.

Enfin, la compagnie participerait à deux projets de développement des ressources des champs de Gumdag et du plateau continental de la mer Caspienne en collaboration avec la société d'Etat *Turkmenneft*⁵³.

Bien loin de constituer l'eldorado pouvant remplacer le Moyen-orient, la région d'Asie centrale n'en est pas moins une source d'approvisionnement idéale du point de vue

⁵⁰ Le coût total des investissements chinois au Kazakhstan (opérations d'extraction et de transport du pétrole) a ainsi été estimé à 9,5 milliards de dollars

⁵¹ KARAM Patrick, *Asie centrale, le Nouveau Grand Jeu*, Paris ; Ed. L'Harmattan, 2002.

⁵² PERRIN Jean, *La Chine et ses voisins d'Asie centrale à l'horizon 2020*, (chap 8, p119-129), Groupe d'étude prospective sur l'Asie FUTURIBLES, *La Chine à l'horizon 2020*, Paris ; Ed. L'Harmattan, 2006

⁵³ KELLNER Thierry, « La Chine et la nouvelle Asie centrale : de l'indépendance des républiques centrasiatiques à l'après 11 septembre », *rapport du GRIP*, 2002.

régional et donc crucial pour la Chine. Mais les Républiques de cette région ont également d'autres atouts

2. UN PARTENAIRE ECONOMIQUE ET COMMERCIAL

Pékin espère rouvrir « la vieille route de la Soie ». C'est le vœu exprimé par le premier ministre chinois, Li Peng, lors de sa visite en 1994, dans quatre Républiques d'Asie centrale, Ouzbékistan, Turkménistan, Kirghizistan, Kazakhstan. A cette occasion et pour la première fois dans l'histoire de la République populaire, Li Peng était accompagné dans sa tournée par une délégation d'entrepreneurs chinois. Il définissait ainsi les objectifs de son pays : profiter des ressources locales, améliorer la qualité des transports, construire une nouvelle Route de la Soie et fournir une petite aide au développement.

21. Des échanges économiques

A chaque étape de son périple, Li Peng a signé des accords et contrats commerciaux. Jusqu'à présent, les nouvelles républiques d'Asie centrale ne représentaient que 0,3% du commerce extérieur chinois. Le premier ministre a proposé une aide économique à chacun des pays visités⁵⁴. Cela correspond non seulement à une volonté de rééquilibrer le développement économique du pays, comme pour la province autonome du Xinjiang, mais aussi de dynamiser les relations avec les Républiques voisines, où les investissements chinois se font plus importants et plus nombreux. Dans ses rapports avec ces pays, la Chine bénéficie de la proximité et d'une certaine complémentarité puisqu'elle peut leur fournir des produits agricoles et des biens de consommations. On voit de plus en plus de négociants chinois à Almaty ou à Bichkek.

Bien que son importante minorité russe lui impose de maintenir d'étroites liaisons avec son grand voisin du nord, le Kazakhstan tente de diversifier ses relations avec d'autres puissances. Il a ainsi signé une déclaration avec la Chine pour relancer les liens économiques et diplomatiques entre les deux pays. Selon les données du gouvernement chinois, le volume des échanges a atteint près de 4 milliards de dollars l'an passé et ce chiffre pourrait être bien en dessous de la réalité. Il existe actuellement 17 zones de commerce entre la Chine et le Kazakhstan, sur une frontière longue de 1.700 kilomètres.

Le Kirghizistan réalise une partie importante de son commerce extérieur hors CEI avec la Chine et Bichkek table sur l'approfondissement des relations économiques pour lever la contrainte géostratégique.

⁵⁴ BARI Dominique, « La Chine s'ouvre à l'Asie centrale », *L'Humanité*, 7 mai 1994.

Après avoir dans une large mesure perdu l'initiative au sein de l'OCS, la Chine a donc procédé à une réorientation de sa stratégie qui insiste désormais sur la dimension économique et de coopération énergétique. Pékin a ainsi proposé la mise en place d'une zone de libre échange reposant sur la mise en avant du potentiel du marché chinois et la supposée complémentarité des économies chinoises et centre-asiatiques.⁵⁵

22. Des liaisons de communication

Le réseau de transport, notamment routier et aérien, a été considérablement renforcé avec des projets d'autoroute. Une nouvelle route, entre Krog et Kachgar, relie d'ailleurs le Tadjikistan à la province du Xinjiang, dans le nord-est de la Chine⁵⁶.

L'année 1990 avait déjà vu l'achèvement de la construction du chemin de fer trans-eurasien entre Ouroumtsi au Xinjiang et Almaty au Kazakhstan. Répondant aux besoins de désenclavement de ce pays, elle lui a offert des facilités de transport vers le port de Lianyungang situé au nord-est de la Chine. Aujourd'hui, Pékin se propose de construire 270 km de ligne ferroviaire au Kirghizstan. La mise en exploitation de cette ligne permettra notamment de transporter de la bauxite et du charbon des mines avoisinantes et surtout elle contribuera à désenclaver l'Ouzbékistan. A plus long terme, elle pourrait concurrencer ou tout au moins apporter une alternative au Transsibérien qui demeure avec le BAM (Baïkal-Amour Magistral) la seule voie est-ouest praticable.

Déployant une politique de bon voisinage, les pays d'Asie centrale et la Chine se sont engagés à rechercher une solution à leurs différents frontaliers.

23. Des concessions territoriales

Le Kazakhstan, qui possède une frontière commune de 1700 km, a accepté en 1999 de livrer à la Chine un territoire de 500 km². Le Kirghizstan a concédé pour sa part en 2004 une parcelle de territoire à la Chine le long d'une frontière de 900 km.

L'effort de percée diplomatique de la Chine dans la région, après l'effondrement de l'Union soviétique, a suivi la recrudescence des échanges frontaliers en Asie centrale : TV, magnétophones et vodka font partie des transactions qui, comme dans les temps anciens, s'effectuent, pour la plupart, sous forme de troc.

⁵⁵ NIQUET Valérie, « La Chine et l'Asie Centrale », *Perspectives chinoises*, n°96, juillet-aout 2006.

⁵⁶ « Washington, Moscou, Pékin, le grand jeu » ; *Le monde diplomatique*, mars 2005.

3. UN ALLIE DANS LE DOMAINE SECURITAIRE ET DIPLOMATIQUE

La Chine a ouvert des ambassades dans toutes les anciennes républiques soviétiques. Il s'agit pour elle non seulement de développer son influence régionale et internationale, mais plus particulièrement d'empêcher Taiwan d'établir des relations avec les nouveaux Etats, d'observer leur évolution interne et de rechercher de nouvelles sources d'énergie dont elle est avide⁵⁷.

Sous couvert de l'organisation de coopération de Shanghai, la Chine cherche à la fois à contrer l'influence américaine et faire participer ses voisins à sa politique d'élimination du peuple ouïgour.

31. L'outil chinois : l'influence grandissante de l'OCS

Pour faire face à la situation nouvelle créée par l'implosion de l'URSS, la Chine a été amenée à élaborer une nouvelle stratégie dans la ligne de la politique de Deng Xiaoping « d'émergence pacifique ». et plus récemment, de montée en puissance pacifique. Il s'agissait de dissiper ainsi les inquiétudes suscitées chez ses voisins⁵⁸. C'est dans ce contexte et dans un esprit de partenariat avec la Russie que s'est créé dès 1996 le « groupe de Shanghai » avec la participation du Kazakhstan, du Kirghizstan et du Tadjikistan. Il s'agissait de promouvoir la sécurité et la stabilité en développant la coopération «transparente» entre les Etats frontaliers suivants. L'adhésion de l'Ouzbékistan n'est venue qu'à l'été 2001. Cette même année, en devenant Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), la coopération s'est accrue en matière de lutte contre le narcotrafic et les organisations maffieuses sévissant dans la région. Des accords militaires ont été même conclus et des opérations communes réalisées. La lutte contre le séparatisme et le terrorisme, d'essence islamique est érigée au rang des priorités. Le secrétariat de l'organisation est à Pékin. Il dispose également d'un centre de lutte antiterroriste à Tachkent.

Du point de vue diplomatique elle essaye de se faire reconnaître comme groupe de travail régional par l'ONU, et son importance se manifeste par les demandes d'intégration formulées par l'Inde, le Pakistan, l'Iran et le Turkménistan.

⁵⁷ PERRIN Jean, *La Chine et ses voisins d'Asie centrale à l'horizon 2020*, (chap 8, p119-129), Groupe d'étude prospective sur l'Asie FUTURIBLES, *La Chine à l'horizon 2020*, Paris ; Ed. L'Harmattan, 2006.

⁵⁸ PERRIN Jean, *La Chine et ses voisins d'Asie centrale à l'horizon 2020*, (chap 8, p119-129), Groupe d'étude prospective sur l'Asie FUTURIBLES, *La Chine à l'horizon 2020*, Paris ; Ed. L'Harmattan, 2006.

Aujourd'hui, Si l'OCS permettait un règlement de la crise iranienne, le salut de l'Organisation serait assuré.

32. ...qui contribue à limiter l'influence américaine et otanienne

L'OCS s'impose peu à peu comme une organisation continentale de sécurité mutuelle, dont les Etats-Unis et leurs alliés se trouvent exclus. Elle se veut une réponse à l'OTAN.

Depuis l'automne 2001, la recrudescence de la menace islamique, et terroriste en général, a révélé la place prépondérante que tenaient la Chine et la Russie au sein de cette organisation. Ces deux pays y trouvent un forum pour proclamer la nécessité de lutter contre l'hégémonie américaine en proposant l'émergence d'un monde multipolaire.

Lors de la session d'Astana du 5 juillet 2005, il a été décidé d'exiger la fermeture à terme des bases américaines d'Asie centrale. L'Ouzbekistan pour sa part a exigé aussitôt la fermeture de la base américaine de Karchi-Khanabad ainsi que celle du bureau de la fondation Soros et de plusieurs ONG accusées d'ingérence dans les affaires intérieures du pays.

Les alliées centrasiatiques servent la Chine non seulement contre les Etats-Unis mais également contre les indépendantistes ouïgours.

33. ...et participe, sous couvert de lutte contre le terrorisme, à la répression ouïgours

A peine deux mois avant les événements du 11 septembre 2001, les six pays avaient co-signé un document de lutte contre le terrorisme, visant en particulier à bloquer la possibilité, pour les indépendantistes ouïgours, de trouver abri dans l'un des pays signataires. De plus tous les gouvernements centre-asiatiques resteront prudents pour ne pas s'attirer l'ire de Pékin⁵⁹. Au Kazakhstan, la minorité ouïgoure est évaluée à 300 000 personnes. Ce nombre augmente avec la venue d'immigrés ouïgours fuyant la Chine. Toutefois depuis 1995, le gouvernement kazakh ne tolère plus que ceux-ci se livrent à des activités politiques et il a fait droit aux exigences de Pékin en renvoyant certains d'entre eux en Chine.

La Chine a obtenu qu'une antenne de la RATS (Régional Antiterror System) sous l'influence prédominante de la Russie, depuis son installation à Tachkent en 2003, soit également installée à Shanghai⁶⁰.

⁵⁹ NIQUET Valérie, « La Chine et l'Asie Centrale », *Perspectives chinoises*, n°96, juillet-aout 2006.

⁶⁰ NIQUET Valérie, « La Chine et l'Asie Centrale », *Perspectives chinoises*, n°96, juillet-aout 2006.

Par ailleurs, le traité de sécurité collective de la CEI, la création à Minsk d'un centre de lutte antiterroriste en 1996, la coopération entre la CEI, la Chine et l'Ouzbékistan témoignent de la lutte contre le terrorisme et le séparatisme.

Patrick KARAM évoque un éventuel scénario catastrophe que les régimes redoutent par dessus tout : que la chute du communisme en Chine n'entraîne ce pays dans un processus de dislocation d'abord ethnique puis économique. La guerre civile et l'anarchie qui appauvriraient le pays disperseraient les masses vers les périphéries vides. Une de celles-ci, le Xinjiang, servirait ensuite de bases de conquêtes de l'Asie centrale par le nouveau péril jaune. Ceci expliquerait en partie aujourd'hui pourquoi les autorités d'Asie centrale appuient ouvertement le régime post-maoïste de Pékin.

Les républiques centrasiatiques semblent donc pouvoir offrir à la Chine tout ce dont elle a besoin dans l'immédiat : pétrole, gaz, coup de pouce au développement et à la stabilité du Xinjiang, sécurisation de sa périphérie...Malheureusement, le mirage centrasiatique n'est pas aussi idyllique qu'on pourrait le croire.

TROISIEME PARTIE : LIMITES ET ENJEUX

Les défis sont encore nombreux. Le processus de transformation des régimes politiques de des républiques d'Asie centrale est loin d'être achevé. A l'image de la révolution au Kirghizistan, en 2005, le mécontentement couve. Ensuite, entre les déboires dans le domaine énergétique et la coopération économique à sens unique chinois, le partenariat n'est guère finalisé. Enfin, d'âpres manœuvres s'effectuent entre diverses puissances rivales pour remporter le « grand jeu » dans cette région stratégique.

1. DES REPUBLIQUES CENTRASIATIQUES INSTABLES

Au lendemain de la chute de l'URSS en 1991, les cinq républiques d'Asie centrale subissent une indépendance non revendiquée. Projetées dans un vide structurel et politique, elles présentent aujourd'hui des caractéristiques communes. Enclavées géographiquement, peu développées économiquement (hors hydrocarbures), elles subsistent à travers un système politique désuet régenté par des *apparatchiks* autoritaires et corrompus, peu soucieux d'assurer la transition. Enfin vient se greffer à ce contexte, le problème des minorités ethniques et groupes claniques nombreux dans cette région

11. Régimes autoritaires

Ces républiques ont donc accédé à l'indépendance sans l'avoir vraiment sollicitée et, pour ainsi dire, par défaut. Cela a eu une conséquence importante : du jour au lendemain, les élites très « soviétiques » de ces Etats, purs produits de la *nomenklatura* et *apparatchiks* du parti communiste local, sont devenus les dirigeants et responsables politiques d'Etats souverains, ayant en principe, abandonné l'idéologie marxiste-léniniste.

Le changement s'exprime par le recours au nationalisme comme discours de légitimation. D'ailleurs, un certain nombre de chefs d'Etats d'Asie centrale ne cachent pas le caractère autoritaire de leur régime et le justifient par la nécessité d'un temps de transition, d'une phase intermédiaire de stabilité, avant l'engagement dans un processus de démocratisation⁶¹. L'argument du terrorisme islamique permet d'ailleurs à Islam Karimov

⁶¹ DJALILI Mohammad-Reza, « Nature et évolution des régimes politiques », colloque 1^{ère} partie sur l'« Asie centrale, mouvements transnationaux et stratégies d'influence », *Défense nationale*, juillet 2001.

en Ouzbékistan de faire régner la terreur dans le pays⁶². Le tout donne des régimes caricaturaux, comme celui de Saparmurad Niyazov au Turkménistan, un des pays les plus pauvres du monde⁶³.

La plupart des Etats de la région, malgré les régimes autoritaires en place, demeurent des Etats faibles par le peu d'expérience en matière de souveraineté, par défaut de forces armées véritablement intégrées et au service de la nation, ainsi que absence d'une politique d'intégration nationale, au-delà des intérêts personnels des élites dirigeantes. Enfin, la drogue de production locale ou de transit d'Afghanistan, venant d'ailleurs freiner la constitution d'Etats modernes.

L'avenir des régimes politiques en Asie centrale dépend particulièrement de l'arrivée aux affaires de nouvelles élites dirigeantes, formées après l'accession à l'indépendance des républiques. Leur renouvellement marquera véritablement la rupture avec le passé soviétique. Dans un système politique où il y a une concentration des pouvoirs entre les mains du président, le changement de leadership peut avoir comme conséquence un bouleversement complet de la situation du pays surtout si la succession n'est pas assurée par avance. Le second facteur est celui des clans en Asie Centrale.

12. Le problème des ethno-minorités et pouvoirs claniques

L'Etat en Asie Centrale se conçoit difficilement sans luttes inter-claniques pour s'emparer du pouvoir et en tirer avantage. Certains se retrouvent écartés de cette lutte, souvent des clans issus des zones rurales pauvres et c'est à l'intérieur même de ces clans que l'Islamisme pourrait s'implanter.

Ensuite, avec celle du territoire, se pose la question de « l'unité nationale », ce qui sous-entend une cohérence culturelle, politique et historique. De ce dernier point de vue, en Asie centrale, les Etats actuels ne peuvent se référer au passé pré-soviétique, les émirats, khanats et confédérations tribales ne sont pas compatibles avec la légitimité ethnico-nationale des Etats modernes. Or leur indépendance se fait contre l'héritage soviétique. Sur le plan culturel, l'unité et l'identité nationale se construisent essentiellement par le renforcement du groupe ethnique titulaire. Ce qui a pour effet d'exclure les « minorités » ou de les obliger à refouler leur identité.

⁶² JUNEAU Thomas, HERVOUET Gérard, LASSERRE Frédéric, « Asie centrale et Caucase, une sécurité mondialisée », Sainte-Foy Québec, *Les presses de l'université Laval*, Collection politique étrangère et sécurité, 2004.

⁶³ JUNEAU Thomas, HERVOUET Gérard, LASSERRE Frédéric, « Asie centrale et Caucase, une sécurité mondialisée », Sainte-Foy Québec, *Les presses de l'université Laval*, Collection politique étrangère et sécurité, 2004.

Structures politiques ante-soviétique de type clanique et tribal, fidélités du système soviétique, greffe mafieuse...après dix ans d'indépendance, les acteurs continuent souvent à se conformer aux modèles normatifs hérités de l'URSS. Les réformes économiques tentées se soldent principalement par une chute substantielle du niveau de vie de la population et l'aggravation des inégalités.

13. Pays pauvres et populations décues

Certains facteurs principaux sont à prendre en compte dans toute analyse de source d'instabilité potentielle en Asie Centrale. Le premier est l'attente grandissante jamais satisfaite des espoirs des peuples. Ce facteur est prédominant en Asie Centrale car l'effondrement de l'URSS avait laissé l'espoir aux populations d'une amélioration sensible de leurs conditions de vie. L'engagement, plus ou moins rapide, des nouveaux Etats sur la voie de la démocratisation s'est avéré tout à fait non fondé. Dans la réalité, ces populations doivent faire face bien au contraire à une montée de l'appauvrissement. Ici comme ailleurs dans la CEI, les privatisations ont largement bénéficié aux initiés, membres de l'ancienne nomenklatura, sans amélioration véritable de l'efficacité des entreprises.

2. *UN AXE ECONOMIQUE DECEVANT*

Le découpage opéré par Staline s'est fait sur la base de frontières au « tracé capricieux », qui juxtaposent cinq républiques à des rivalités ethniques, des conflits linguistiques, des développements économiques asymétriques, chaque république étant spécialisée dans une activité prédominante. C'est pourquoi, mis à part le Kazakhstan qui domine outrageusement l'économie, les autres républiques, malgré d'importantes ressources naturelles, peinent à sortir d'un développement autocentré et largement tributaire de la coopération avec l'ancienne puissance coloniale.

Réserves pétrolières sur-estimées, projets d'oléoducs coûteux, la coopération économique à sens unique...le partenariat sino-centrasiatique n'est finalement pas aussi rentable.

21. Difficultés énergétiques de taille

En premier lieu, même en étant très optimiste, on constate que les réserves possibles du bassin de la Caspienne sont donc relativement loin derrière les réserves prouvées des pays du Golfe évaluées autour de 720 milliards de barils. Par ailleurs, dans cet espace restreint, la règle des 200 milles nautiques ne peut s'appliquer. Le statut juridique de la Caspienne

demeure, dix ans après la chute de l'URSS, très problématique. L'absence de consensus entre les Etats riverains gêne considérablement la mise en exploitation des ressources de la Caspienne. Se heurtant au blocage des sociétés occidentales, la Chine n'a pas réussi jusqu'à présent à entrer dans le consortium créé pour exploiter le gisement prometteur de Kashagan.

Ensuite, les projets de construction d'oléoducs ont le désavantage d'être extrêmement coûteux et relativement aléatoires, étant donné l'ampleur et la durée des travaux nécessaires et les conditions politiques instables dans les zones traversées par l'oléoduc. Au Kazakhstan, ils rencontrent l'opposition d'une partie de la classe politique et de l'opinion, qui craignent que ce projet n'entraîne une forte immigration chinoise et ne cause une montée du chômage local. Au Turkménistan, l'enclavement et l'inexistence d'industrie lourde constituent des freins. La manne énergétique ne devrait pas, selon des experts⁶⁴, durer plus d'une décennie en raison des limites des ressources qui ne sont pas toutes exploitables à un coût raisonnable. L'enclavement le laisse dépendant en grande partie des choix moscovites et sa production alimentent surtout des clients insolubles comme la Russie, l'Ukraine, la Géorgie, l'Arménie...

22. Un partenariat discuté

Tout d'abord, les concessions territoriales au profit de la Chine n'ont pas manqué de susciter des protestations locales, qui ont contribué, dans une certaine mesure, à la chute du Président Akaev⁶⁵.

Ensuite, les chiffres officiels du commerce sino-centrasiatique ne peuvent rendre qu'insuffisamment compte de la réalité car le commerce de colportage ou « commerce de navette », florissant, ne peut être comptabilisé. En outre, les gouvernements d'Asie centrale souhaitant diversifier leurs échanges et leurs partenaires, la Chine ne peut espérer s'assurer l'exclusivité car elle doit faire face à la concurrence de la Turquie, de la Corée et d'autres pays de la région. La Russie reste d'ailleurs le premier partenaire des nouveaux Etats.

Le dynamisme économique chinois contribue donc à renforcer un sentiment commun d'exclusion qui touche tant la population locale au Xinjiang qu'en Asie centrale⁶⁶. De l'autre côté de la frontière, c'est l'invasion des marchés par les commerçants Han comme à

⁶⁴ KARAM Patrick, *Asie centrale, le Nouveau Grand Jeu*, Paris ; Ed. L'Harmattan, 2002

⁶⁵ PERRIN Jean, *La Chine et ses voisins d'Asie centrale à l'horizon 2020*, (chap 8, p119-129), Groupe d'étude prospective sur l'Asie FUTURIBLES, *La Chine à l'horizon 2020*, Paris ; Ed. L'Harmattan, 2006

⁶⁶ NIQUET Valérie, « La Chine et l'Asie Centrale », *Perspectives chinoises*, n°96, ??

Almaty qui suscite un sentiment d'inquiétude. Les entreprises chinoise travaillant en Asie centrale sont souvent mal perçues localement ; il leur est reproché de ne travailler que pour l'économie chinoise, de n'investir que dans des projets chinois et de rapatrier tous leurs profits en Chine. Les compagnies de construction n'utilisent que de la main d'œuvre chinoise. Les Chinois sont également accusés de pratiquer des prix de dumping.

Les perspectives de développement de l'OCS comme organisation régionale efficace restent floues. En effet, les principaux accords sont conclu de manière bilatérale. Même si l'OCS parvenait à se constituer en une organisation régionale efficace, l'extraordinaire croissance économique de la Chine cantonnerait sans doute les autres membres de l'organisation essentiellement fournisseurs de matières premières. Elle représenterait donc pour eux un « piège économique » avec des conséquences faciles à imaginer pour leur souveraineté politique. Perdant de l'influence au sein de l'OCS, Pékin avait cherché à renforcer la composante économique de l'organisation. Les Chinois proposaient de contribuer massivement au financement de l'économie des pays de l'OCS, essayant de transformer l'organisation politique en union économique. Le Kazakhstan et la Russie ont rejeté la proposition chinoise. Si elle avait été acceptée, l'OCS aurait risqué de se transformer en une sorte de « protectorat économique » de la Chine.

Enfin, les Etats d'Asie centrale et singulièrement le Kazakhstan et le Kirghizstan craignent la poussée démographique chinoise. Et, sil est exagéré de parler d'invasion chinoise, il n'en demeure pas moins que des milliers de colporteurs, de travailleurs et de colons chinois se sont installés sur le pourtour de la Chine, notamment pour y exploiter des terres qu'ils louent aux autorités locales. Bon nombre d'entre eux n'ont aucun statut légal et bénéficient des facilités accordées au passage sans visa des frontaliers. Au Kazakhstan, les estimations quant à leur nombre varient, mais se situent en général autour de 300 000 individus.

Après les premiers temps de l'indépendance, le consensus qui s'établit dans la classe politique centrasiatique, y compris au sein des partis nationalistes, considère désormais la Russie comme un contrepoids nécessaire à la Chine.

3. LES INFLUENCES EXTERIEURES DE L'APRES 11 SEPTEMBRE

Les cinq républiques centrasiatiques sont enfermées dans le jeu de puissances des pays avoisinants (Chine, Russie, Afghanistan, Iran, Inde, Pakistan, Turquie), auxquels s'ajoutent les Etats-Unis et, de façon paradoxale, très loin en arrière plan voire dramatiquement absente de cette région, les intérêts européens. A l'empoignade pour le contrôle de la

séculaire route de la soie a succédé la diplomatie des pipelines et des gazoducs autour de la mer caspienne, qui visent surtout deux marchés consommateurs, ceux d'Europe et d'Asie, et éventuellement un troisième vers le sud-est, avec l'Inde. Un quatrième marché est sous-jacent, celui des Etats-Unis.

Toutefois, l'Asie Centrale ne semble plus pour l'instant au centre des préoccupations des Etats-Unis confrontés à l'hypothèque Irakienne et Proche Orientale. La Russie est par contre très présente avec des soucis militaires et pétroliers dans le Caucase et le Kazakhstan.

31. Contre l'intrusion américaine

L'Asie centrale constitue une zone-charnière: sur l'axe nord-sud, entre la Russie et la Chine et, sur l'axe est-ouest, entre le Moyen et l'Extrême-Orient. Pour les Américains, le contrôle en est crucial s'ils veulent exercer une influence au sud de la Russie et au nord-ouest de la Chine et s'ils désirent réaliser leur empire américain en Asie. Par ailleurs, si les Etats-Unis contrôlent également les réserves d'hydrocarbures, ils ont automatiquement la possibilité d'exercer un chantage contre la Chine. D'autre part, la dépendance énergétique des Etats-Unis à l'égard du Moyen-Orient considéré comme volatile est en effet perçue comme potentiellement dangereuse.

Jusqu'au «11 Septembre», il y a eu peu de confrontation d'intérêts et d'objectifs en Asie Centrale entre les USA et la Chine à l'exception de divergences flagrantes au niveau de la sécurité énergétique. Puis, le but sous-tendu de l'Organisation de Coopération de Shanghai étant de créer un cadre multilatéral excluant les USA, les questions de sécurité ont occupé une place de plus en plus importante entre ces deux «Grands». Cependant, les premiers redéploiements militaires des Etats-Unis ont eu lieu avant cette date du 11 septembre⁶⁷, qui par un « effet d'aubaine » n'a fait qu'accélérer le processus.

Depuis cette date, l'intervention américaine en Afghanistan et la chute du régime des talibans ont profondément modifié la donne géopolitique en Asie centrale. En quelques semaines, cette région est devenue le premier front de la lutte antiterroriste lancée par Washington⁶⁸. Les républiques d'Asie centrale se sont ralliées à cet appel. L'armée américaine a pu utiliser leur territoire comme base d'attaque contre l'Afghanistan. En Kirghizistan, elle a pu transformer en base militaire l'ancien aéroport civil de Manas. En

⁶⁷ C'est la présidence Clinton qui a initié les relations militaires avec le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, la Georgie et l'Azerbaïdjan.

⁶⁸ KELLNER Thierry, DJALILI Mohammad-Reza, *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale*, Paris, Ed. PUF, 2003.

Ouzbékistan, elle a reçu la base militaire de Khanabad. En 2002, en Afghanistan, les Américains ont construit trois autres bases. A la fin de l'an dernier, ils ont encore entamé la construction de neuf nouvelles bases.

L'expansion de l'OTAN vers l'est, en dépit de ses limites, est également analysée comme une menace pour la sécurité de la frontière nord-ouest de la Chine. Cette menace comporte à la fois une dimension conventionnelle liée au renforcement de la pression militaire américaine, mais également une menace idéologique liée aux théories de l'évolution pacifique ou du changement de régime⁶⁹. L'hégémonie américaine peut amener un isolement de la Chine d'autant plus rapide si l'extension du Partenariat pour la Paix aux pays d'Asie Centrale se réalise.

Nous pouvons encore relever l'activisme pro démocratique des organisations non-gouvernementales (ONG) et officines privées financées par des capitaux états-unis. Au Kirghizstan, comme dans le reste de l'Asie centrale, la présence américaine est multiforme⁷⁰. Elle comprend des officiels et des entreprises du secteur privé. Elle mêle investissements et aide humanitaire, coopération universitaire et financements de grands projets, sans oublier les parrainages. Parmi les fondations américaines qui ont soutenu les oppositions en Serbie, en Géorgie et en Ukraine, la *National Democratic Institute for International Affairs* (NDI), présidée par l'ancienne secrétaire d'Etat Madeleine Albright, était aux avant-postes lors de la révolution kirghize de mars 2005.

Si la stratégie militaire des Etats-Unis est lisible, on comprend moins leur pratique politique. Ils ont réduit leur aide à l'Ouzbékistan pour cause de progrès insuffisants en matière de droits humains. En même temps, la coopération militaire entre les deux pays connaît un grand essor. En outre, le soutien de Washington à des régimes corrompus et répressifs rend la population méfiante à l'égard de tout mouvement démocratique de style occidental. Les dirigeants aussi se méfient depuis qu'ils ont vu le renversement de M. Saddam Hussein et de M. Edouard Chevardnadze.

Enfin, lorsque l'OCS s'est prononcé sur la durée de stationnement des bases américaines en Asie centrale lors du sommet d'Astana en juillet 2005, les positions des différentes parties ont par la suite divergé. Au cours de la visite du secrétaire américain à la Défense Donald Rumsfeld, fin juillet 2005, les autorités kirghizes ont déclaré vouloir conserver la base américaine de Manas.

⁶⁹ NIQUET Valérie, « La Chine et l'Asie Centrale », *Perspectives chinoises*, n°96, juillet-aout 2006.

⁷⁰ SEBILLE-LOPEZ Philippe., *Géopolitique du pétrole*, Paris ; Ed. Armand Colin, 2006. / Chap. 5, *L'Asie centrale et le Caucase*, (p 185-237)

Les Etats-Unis semblent bénéficier dans cette zone d'une certaine compréhension de Moscou, conscient de sa faiblesse et peut-être soucieux de faire pièce à la Chine qui s'y montre entreprenante.

32. ménager la nostalgie et la susceptibilité russe

Lorsque la Chine a établi des relations diplomatiques avec les Républiques d'Asie Centrale dès 1991, la caractéristique la plus importante était un respect de la prééminence russe dans la région. Consciente de la sensibilité russe sur l'Asie Centrale, elle n'avait pas l'intention de défier sa sphère d'influence. La frontière stabilisée, un rapprochement militaire important et un appui inconditionnel de la Chine sur la question de Taiwan sont des paramètres très lourds dans les relations russo-chinoises. Il est improbable que la Chine mette en péril cela pour l'Asie Centrale. D'ailleurs, à l'éclatement de l'empire soviétique, et contrairement à d'autres satellites périphériques⁷¹, les républiques d'Asie centrale n'ont pas réellement mis en cause l'Union⁷². La Russie, grâce à ses liens historiques, pense, non sans raison, pouvoir garder suffisamment de leviers de pouvoir, au plan militaro-énergétique, comme au plan économique, pour maintenir in fine une espèce de droit de veto sur les questions critiques concernant cet espace. Avec la promotion de l'OCS, il s'agissait pour la Russie de reprendre la main en Asie centrale après une dizaine d'années de désintérêt ou même de rejet qui avait marqué le règne de Boris Eltsine et la politique de son ministre des Affaires Etrangères Kozyrev, qui n'avait d'yeux que pour l'ouest.

Parallèlement, il convient de noter un renforcement des liens d'intégration économique entre la Russie et les républiques d'Asie centrale à travers le Communauté Economique Eurasiatique, qui succède désormais à l'Organisation de Coopération Centrasiatique. On peut donc parler d'un retour à une présence active de la Russie en Asie centrale. Le pouvoir de Moscou est avant tout économique. Ainsi en juin 2004, lorsque le Tadjikistan lui a demandé de retirer ses bases datant de l'ère soviétique et de rapatrier ses effectifs de gardes-frontières stationnés le long de la frontière afghane, Moscou est parvenu à prélever son emprise sur cet espace de surveillance stratégique en contrepartie d'une annulation partielle de la dette tadjike envers la Russie et d'investissements dans le secteur énergétique. Avec l'Ouzbékistan, Moscou a signé en 2004, un nouvel accord de partenariat stratégique mettant fin à la distension du lien apparue entre Tachkent et Moscou durant

⁷¹ Pays baltes et Géorgie

⁷² Lors du référendum organisé en 1991 sur le futur statut de l'Union soviétique, les républiques d'Asie centrale ont exprimé leur soutien massif à son maintien.

l'ère Eltsine. En plus d'un volet militaire, l'accord russo-ouzbèk prévoit l'implication de Gazprom, Loukoil et d'autres compagnies pétro-gazières russes dans des projets à grande échelle en Ouzbékistan.

En matière de ressources énergétiques, Moscou cherche à maintenir son monopole sur les voies d'exportation d'Asie Centrale, un éventuel oléoduc reliant le Kazakhstan et la Chine entrerait en conflit direct avec cet objectif. Le commerce pétrolier restant une part primordiale des revenus russes dans son commerce extérieur, cette concurrence et son impact sur les prix entraînent une perte continue de revenus dont la Russie a plus qu'avant besoin. Mais, la capacité de la Russie à satisfaire l'appétit chinois croissant en pétrole est limitée. Bien que Moscou soit opposé à tous développements de route énergétique de l'Asie Centrale vers la Chine, il ne les considère pas non plus comme catastrophiques. C'est dû à l'interprétation que tout réseau d'approvisionnement énergétique avec la Chine ne pourrait pas se matérialiser sans une participation russe. En outre, ce n'est pas dans les intérêts géopolitiques de la Chine d'exclure la Russie de sa liste de fournisseurs potentiels d'énergie. Si un embryon de "pont énergétique pan-asiatique" émerge, il ne pourrait pas se conduire au niveau stratégique ou économique sans un consentement minimum de la part de la Russie.

Il faut également prendre en compte le contraste démographique qui existe de part et d'autre de la frontière russo-chinoise. En Chine, la population est nombreuse et augmente encore. En Russie, la population se raréfie, avec une situation de dépopulation. La mortalité augmente, l'espérance de vie fait piètre figure à moins de soixante ans et la natalité de la population slave décline.

La nouvelle doctrine engage la Russie dans une sorte de retrait géopolitique. Mais, Moscou entend néanmoins conserver une zone d'influence où elle dispose d'alliés sûrs, et qui couvrirait en fait le territoire de l'ex-Union soviétique. La coopération sino-centrasiatique créerait un contexte propice à des tensions sino-russes dues à cette montée alors de l'influence chinoise dans la région. Les intérêts russes sont en réalité partagés entre Europe et Chine, l'Europe étant plutôt considérée comme une opportunité et la Chine comme une menace et un concurrent.

33. l'émergence d'autres voisins périphériques de l'Asie

La Chine doit prendre en compte deux voisins rivaux sur le plan religieux et économique. Tout d'abord, l'Inde qui n'oublie pas la part prise par le Pakistan dans le conflit afghan redoute les conséquences de l'influence d'Islamabad sur des gouvernements d'Asie

centrale. Grâce à ses rapports amicaux avec autrefois l'URSS, New Delhi s'est depuis longtemps établi sur les marchés centrasiatiques et a noué des contacts avec les nouvelles républiques. L'Inde monopolise la production d'acier en Asie centrale. Mais, après avoir tenté d'isoler le Pakistan, l'Inde qui crue l'alliée privilégiée des Etats-Unis dans la région, déchant. En effet, les Américains ont choisi leur intérêt immédiat et privilégient le régime militaire pakistanais dans leur lutte contre Oussama ben Laden. L'Inde, rival économique, pourrait constituer un allié de poids à la Chine.

Ensuite, vient le Pakistan. La situation intérieure est déterminée par la politique extérieure, marquée par l'obsession de l'ennemi héréditaire indien. La position d'Islamabad navigue entre la nécessité de ne pas hypothéquer ses propres intérêts à long terme avec la Russie et celle de tenir compte de son opinion intérieure. Au plan psychologique, de nombreux Pakistanais revendiquent une parenté historique voire généalogique avec les peuples d'Asie centrale, une appartenance à un espace culturel islamique artificiellement divisé il y a sept siècles. La société civile forme les oulémas locaux des républiques musulmanes ex-soviétiques. Par ailleurs, ces nouveaux Etats peuvent changer le rapport de force entre New Delhi et Islamabad au profit de cette dernière. C'est pourquoi le Pakistan agit en étroite connivence avec l'Arabie Saoudite et parie sur l'arrivée au pouvoir de régimes islamiques conservateurs. Mais après l'euphorie des premiers temps, fort est de constater que les relations avec l'Asie centrale ne dépassent pas le stade bilatéral. Par ailleurs, la proximité géographique des capitales centrasiatiques et des grands centres pakistanais fait craindre que les économies se concurrencent à l'avenir⁷³. Le Pakistan a finalement peu d'atouts à faire prévaloir en Asie centrale.

Enfin, d'autres pays ont peu d'influences. Les investissements européens demeurent modestes, dominés par la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Allemagne. Le rôle de l'Union Européenne devrait rester marginal par manque de coordination des politiques. L'Iran se sent indispensable dans le désenclavement de l'Asie centrale. Enfin, la présence turque est aussi ancienne culturellement que modestement économique.

En dépit de relations fortes avec les Etats-Unis ou la Chine, les républiques centrasiatiques restent attachées (tradition, coutume, esprit marqué...) à la Russie et comprennent leur intérêt d'être multi-relationnel pour préserver leur autonomie, leur liberté d'action. Les pays d'AC savent pour l'instant jouer de la diversité.

⁷³ L'exportation de coton constitue pour le Pakistan une source de devises substantielles, or la vallée du Ferghana en Ouzbékistan est une des grandes régions productrices.

CONCLUSION

Au cours des années 1990, Les républiques d'Asie centrale quittaient le giron de l'empire soviétique. Cette région, souvent désigné sous le titre de « Milieu des Empires », constitue une zone de diversité économique (richesses minières et énergétiques potentielles, surtout le pétrole et le gaz) ainsi qu'une zone de très forts contrastes, d'instabilité politique, dont les dirigeants sont en place depuis l'époque soviétique. A l'image de la confrontation russo-britannique, cette espace redevient aujourd'hui l'enjeu des grandes puissances.

L'apparition de nouveaux Etats en Asie centrale a offert à la Chine la chance de se projeter dans une zone qu'elle ambitionnait de pénétrer, tout en ménageant les susceptibilités russes. La Chine s'est désormais engagée dans une politique internationale tout azimut afin, non seulement de protéger son périmètre de sécurité, mais aussi de satisfaire les besoins en énergie et en matières premières de son industrie.

Sur le plan intérieur, il s'agit pour la Chine de développer le Xinjiang, une province excentrique et retardataire économiquement dont l'identité et l'irrédentisme lui posent des problèmes plus aigus qu'au Tibet. Ces tendances séparatistes peuvent être encouragées par des ingérences extérieures en provenance des Etats-Unis et de pays musulmans.

Jusqu'à présent la doctrine militaire chinoise a été défensive : il est impératif de posséder des frontières stratégiques et de se créer un espace vital afin de rejeter l'adversaire aussi loin que possible du territoire chinois. C'est pourquoi la Chine s'attache avec persévérance à créer autour de ses frontières un système de relations de confiance, qui lui ont permis de régler la plupart de ses différends territoriaux, afin de faciliter en cas de besoin le déploiement de ses forces armées dans une direction donnée. Pékin reste très sensible à la solution du problème de Taiwan et les dirigeants chinois n'ont pas manqué au cours de leurs déplacements successifs dans les capitales centrale de faire souscrire leurs interlocuteurs à la politique d'une seule Chine. En outre, un affaiblissement de la Russie ne pourrait dans le contexte actuel que desservir ses intérêts et la laisser isolée face aux Etats-Unis et au Japon, inquiets de l'émergence de la puissance chinoise.

La position de la Chine se caractérise aussi par une présence croissante dans le domaine commercial, avec des motivations géopolitiques à long terme. Ne pouvant protéger ses accès maritimes aux sources pétrolières en provenance du Moyen-Orient, elle redoute de

ses retrouver dans la même situation que le Japon à la veille de la guerre du Pacifique, et doit par conséquent s'assurer un approvisionnement stable en énergie

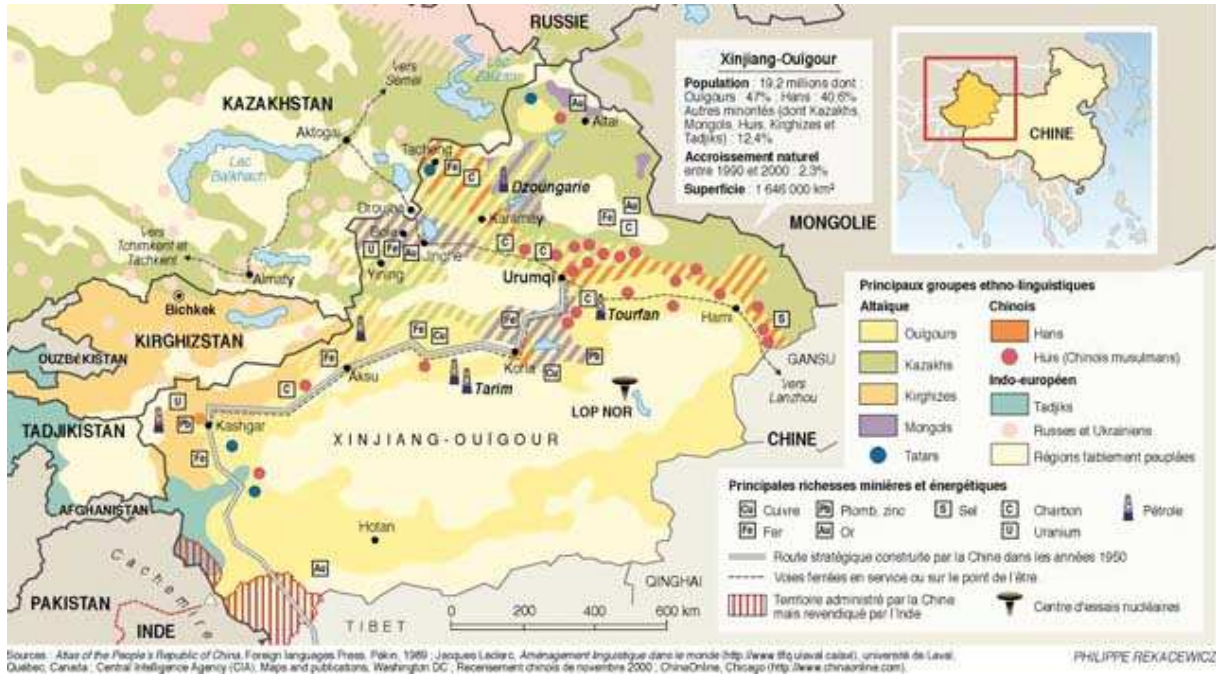
La politique de la Chine vis-à-vis de l'Asie centrale démontre donc une capacité d'adaptation, une flexibilité et un pragmatisme qui contrastent par exemple avec la politique de la Chine vis-à-vis de Taiwan. La dimension idéologique est en effet absente des relations entre la Chine et l'Asie centrale, en dehors de la recherche d'alliance avec des Etats autoritaires qui partagent la méfiance de Pékin vis-à-vis des stratégies de «changement de régime» mises en place par les Etats-Unis⁷⁴.

La Chine devrait donc poursuivre la même politique de présence et d'échanges, tout en restant prudente car elle doit compter avec le facteur nationaliste assez vif dans ces nouveaux Etats pour la plupart turcophones, qui ne sont pas insensibles aux mauvais traitements et aux vexations infligés par le pouvoir des han à leurs cousins du Turkestan chinois. Susceptible de devenir la puissance la plus importante à longue échéance en Asie centrale, la Chine ne devrait donc pas considérer, sous peine de déboires, que l'Asie cette région constitue « sa » zone, mais plutôt et avant tout son poumon pétrolier et gazier.

⁷⁴ NIQUET Valérie, « La Chine et l'Asie Centrale », *Perspectives chinoises*, n°96, juillet-août 2006.

ANNEXE 1

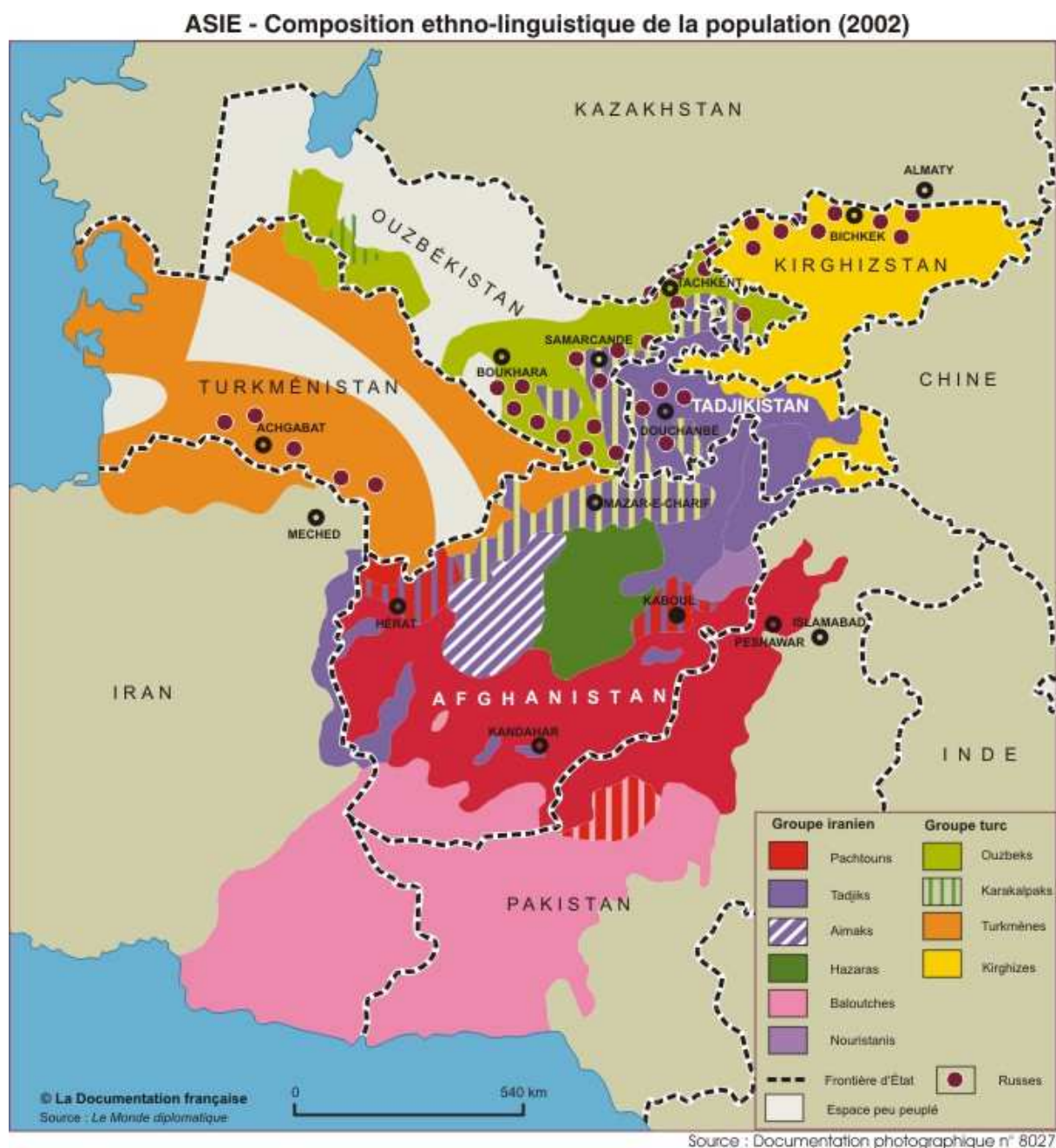
Chine, population et richesses du Xinjiang



Source : www.monde-diplomatique.fr/cartes/chine200202

ANNEXE 2

Composition ethno-linguistique de la population en Asie centrale

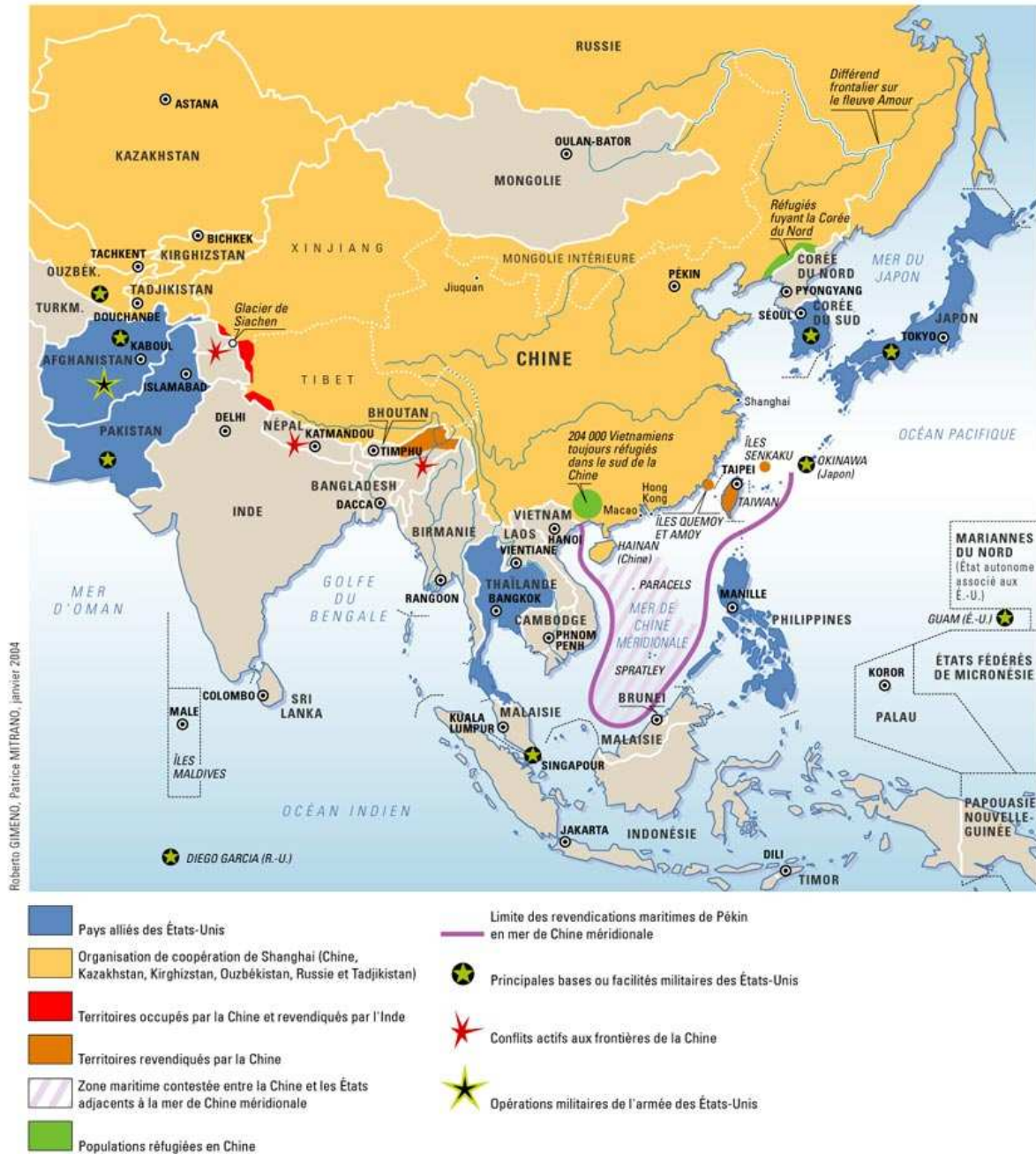


Source : www.ladocumentationfrancaise.fr/cartotheque/groupes-ethno-linguistiques-asie-centrale-2002.shtml

ANNEXE 3

Environnement stratégique de la Chine

La Chine dans son environnement stratégique immédiat

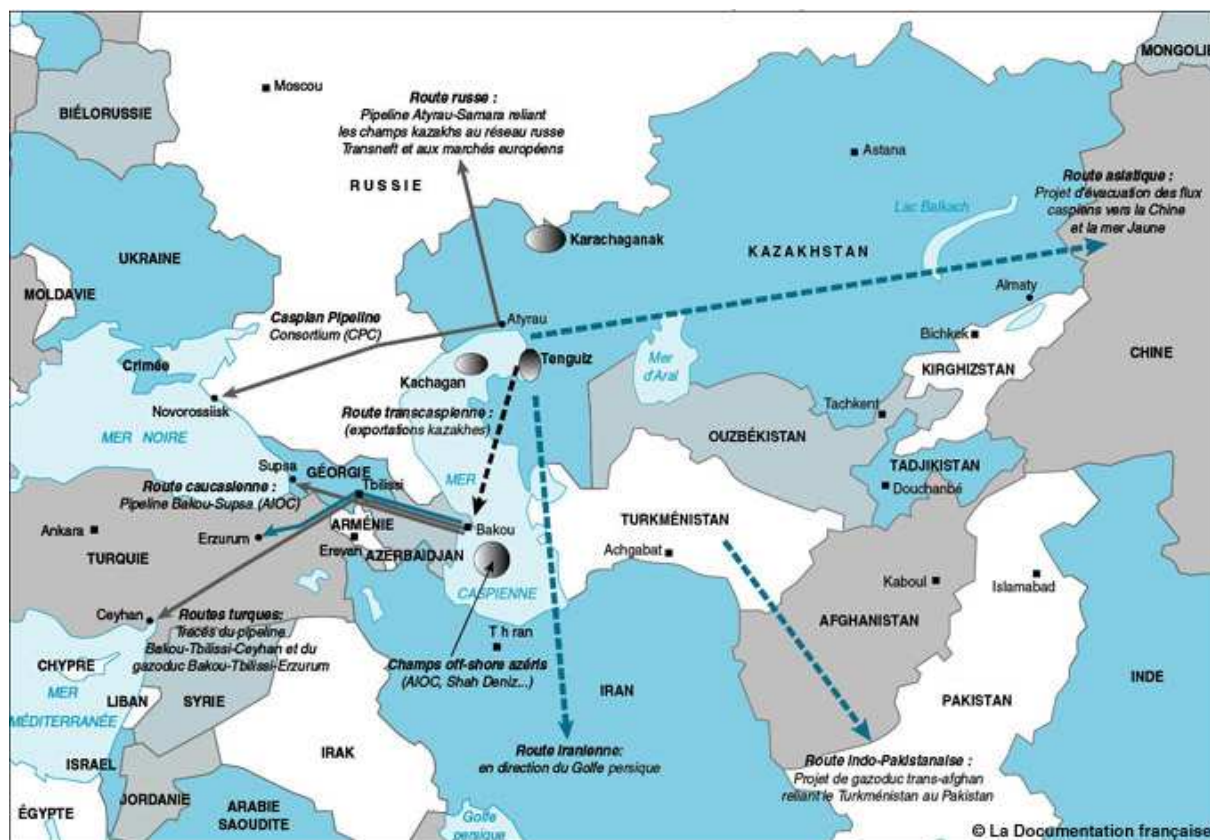


Roberto GIMENO, Patrice MITRANO, janvier 2004

© Questions internationales, numéro 6, La Documentation française, Paris, mars-avril 2004.
<http://www.ladocfrancaise.gouv.fr/revues/qi/sommaires/6/sommaire6.shtml>

ANNEXE 4

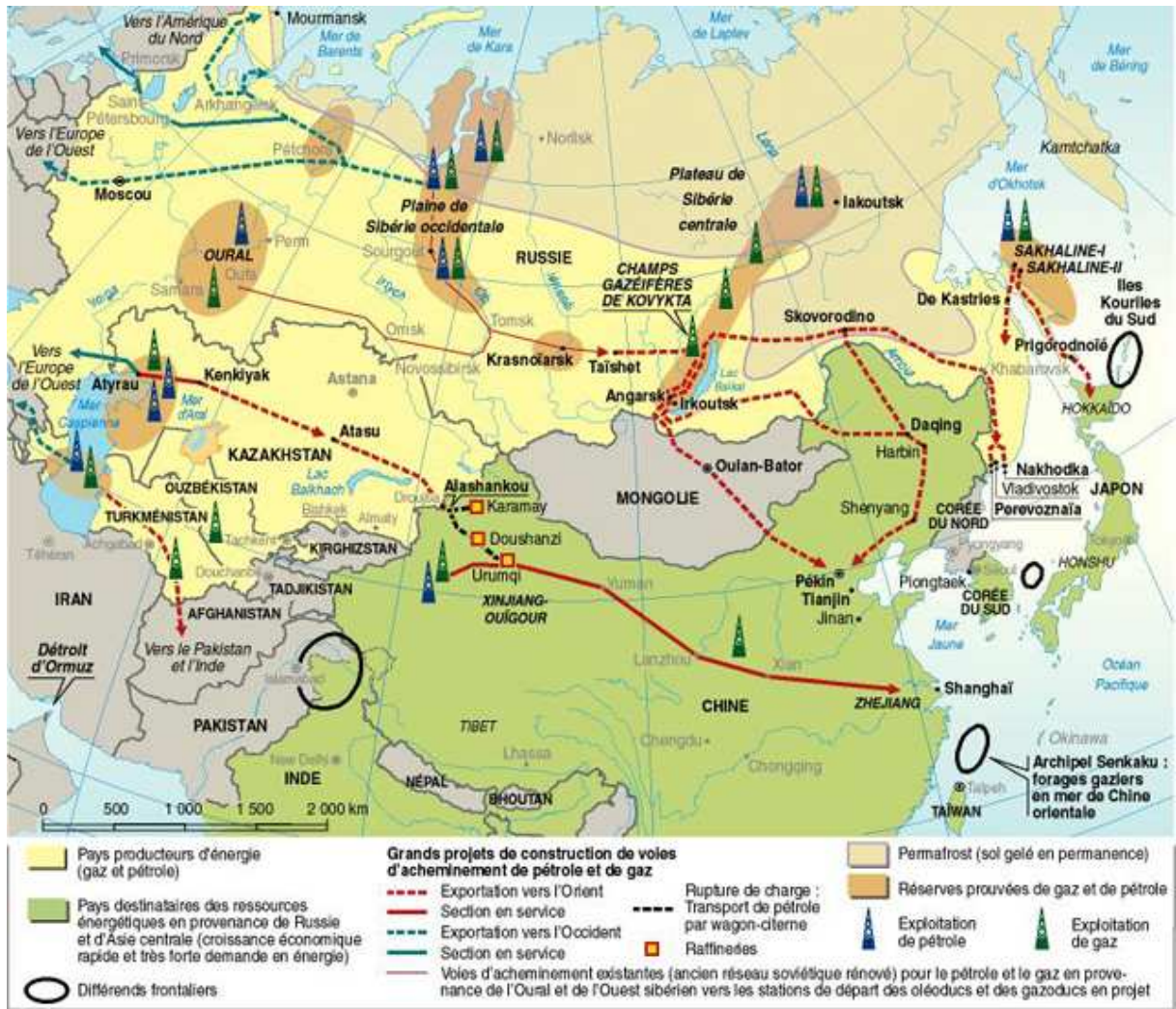
Projets de tracés d'oléoducs et de gazoducs au Sud-Caucase et en Asie centrale



Source : www.ladocumentationfrancaise.fr/cartotheque/sud-caucase-asie-centrale-projets-traces-oleoducs-gazoducs-2002.shtml

ANNEXE 5

Projets de construction de voies d'acheminement du pétrole et du gaz en Asie centrale



Source : www.monde-diplomatique.fr/cartes/petroleasie - mai 2005

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages en français

- KARAM Patrick, *Asie centrale, le Nouveau Grand Jeu*, Paris ; Ed. L'Harmattan, 2002.
- KELLNER Thierry, DJALILI Mohammad-Reza, *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale*, Paris, Ed. PUF, 2003.
- PERRIN Jean, *La Chine et ses voisins d'Asie centrale à l'horizon 2020*, (chap 8, p119-129), Groupe d'étude prospective sur l'Asie FUTURIBLES, *La Chine à l'horizon 2020*, Paris ; Ed. L'Harmattan, 2006.
- SEBILLE-LOPEZ Philippe., *Géopolitique du pétrole*, Paris ; Ed. Armand Colin, 2006. / Chap. 5, *L'Asie centrale et le Caucase*, (p 185-237).
- LAFARGUE François, *Demain la guerre du feu : Etats-Unis et Chine à la conquête de l'énergie*, Paris ; Ed. Ellipses, 2006./ Chap2, *Kriegspiel en Eurasie*, (p93-121).
- Sous la direction de BOISSEAU Sophie et GODEMONT François, *Asie : entre pragmatisme et attentisme*, Paris ; Ed. La documentation française, 2006-2007.
- Mémoire du commandant GREPIN Hubert, *Quel avenir pour les nouvelles républiques d'Asie centrale*, mars 2003.
- Mémoire du commandant MIGNAN Philippe, *Les dimensions géopolitiques des conflits dans les « Balkans de l'Eurasie » : Vers un nouveau « Grand Jeu » en Asie Centrale ?*, avril 2005.
- Mémoire du commandant BERRIER Eric, *Les enjeux énergétiques de la Chine*, mars 2003.
- Mémoire du lieutenant-colonel LAURENT Frédéric, *La Question du Xinjiang et le facteur islamique*, avril 2003.

Articles de revues en français

- FOUCHER Michel, DJALILI Mohammad-Reza, ROY Olivier, GHEBALI Victor-Yves, colloque 1^{ère} partie sur l'« Asie centrale, mouvements transnationaux et stratégies d'influence », *Défense nationale*, juillet 2001, (p97-127).
- JAFALIAN Annie, de TINGUY Anne, EBEL Robert, DORRONSORO Gilles, ELIE Bruno, colloque 2^{ème} partie sur l'« Asie centrale, mouvements transnationaux et stratégies d'influence », *Défense nationale*, août-septembre 2001, (p65-94).
- MALET Emile H, « Un laboratoire de la mondialisation », *Défense nationale*, (p51-59)
- KELLNER Thierry, « La Chine et la nouvelle Asie centrale : de l'indépendance des républiques centrasiatiques à l'après 11 septembre », *rapport du GRIP*, 2002.
- MONTANARO-JANKOVSKI Lucia, « Chine-Russie : des intérêts convergents », *Questions internationales*, n° 6, mars-avril 2004, (p70-75).
- ROBIN Philomène, « Les régions du Tibet et du Xinjiang : la question de l'autonomie », *Questions internationales*, n°6, mars-avril 2004, (p57-58).

- GOMART Thomas, « Quelle influence russe dans l'espace post-soviétique ? », *Le Courrier des pays de l'est*, Résumés Abstract n° 1055, mai-juin 2006.
- FACON Isabelle, « L'organisation de coopération de Shanghai : ambitions et intérêts russes », *Le Courrier des pays de l'est*, Résumés Abstract n° 1055, mai-juin 2006.
- CAGNAT René, « Asie centrale : le Très Grand Jeu », *Défense Nationale*, 2002, (p27-38).
- BARI Dominique, « La Chine s'ouvre à l'Asie centrale », *L'Humanité*, 7 mai 1994.
- BESSON Frédérique-Jeanne (Introduction), KHAMRAEV Hamide (La Géopolitique du pétrole), « Les Ouïgours au XXème siècle », *Cemoti*, 2003.
- Dossier, sous la direction de PEYROUSE Sébastien, « Quinze ans d'indépendance, les nouveaux enjeux en Asie centrale », *La revue internationale et stratégique*, n°64, hiver 2006/2007, (p 65-168).
- BASSET Laurent, « L'Organisation de Coopération de Shanghai face aux défis régionaux », *Sécurité mondiale*, n° 23, octobre-novembre 2006.
- RAMAN B., « Asie centrale – l'OCS, un bloc qui se construit », *Courrier international*, n°816, juin 2006.
- CE LEVEQUE Marc, « Les Russes au Kazakhstan. Locomotive russe, wagon kazakh : vers un découplage ? », *la Tribune*

Articles de revues en anglais

- BOBO LO, "The long sunset of strategic partnership: Russia's evolving China policy", *International Affairs*, 2004

Sites Internet

- www.monde-diplomatique.fr
- www.ladocumentationfrancaise.fr
- www.courrierinternational.com
- CHETERIAN Vicken, « Washington, Moscou, Pékin, le grand jeu », *Le monde diplomatique*, mars 2005, <http://www.monde-diplomatique.fr/2005/03/CHETERIAN/11970>
- CHETERIAN Vicken, « Révolutions en trompe l'œil à l'Est. Quand les anciennes élites se succèdent à elles-mêmes », *Le monde diplomatique*, octobre 2005, <http://www.monde-diplomatique.fr/2005/10/CHETERIAN/12816>
- KANDIYOTI Raphaël, « De nouvelles routes pour le pétrole et le gaz », *Le monde diplomatique*, mai 2005. <http://www.monde-diplomatique.fr/2005/05/KANDIYOTI/12220>
- NIQUET Valérie, « La Chine et l'Asie Centrale », *Perspectives chinoises*, n°96, juillet août 2006, http://www.cefc.com.hk/fr/pc/articles/art_ligne.php?num_art_ligne=9601
- KELLNER Thierry, « Evolution des régimes politiques d'Asie centrale : dérive autoritaire, violences politiques et perspectives incertaines », www.diploweb.com/forum/asiecentr06102.htm

- MASSADA, « La question énergétique russe, vers un axe pétrolier russo-chinois », <http://www.diploweb.com/p5massada26.htm>
- Ilaria Maria Sala, « Fondamentalistes d'Asie centrale », Février 2002, <http://www.monde-diplomatique.fr/2002/02/16117.htm>
- Juneau Thomas, Hervouet Gérard, Lasserre Frédéric, « Asie centrale et Caucase, une sécurité mondialisée », Sainte-Foy Québec, Les presses de l'université Laval, Collection politique étrangère et sécurité, 2004.

Divers

- Cours de M. KALIKA Arnaud, directeur du séminaire « Asie centrale ».

TABLE DES MATIÈRES

FICHE DOCUMENTAIRE	1
FICHE DE SYNTHÈSE	2
SOMMAIRE	6
INTRODUCTION	7
PREMIÈRE PARTIE : BESOINS, CRAINTES ET AMBITIONS DE LA CHINE	9
1. UNE QUÊTE TOUT AZIMUT DE L'ÉNERGIE	9
11. Avec une croissance fulgurante, la Chine est devenue importatrice de pétrole.....	9
12. ...Mais ses réserves limitées et ses infrastructures dépassées ne lui permettent pas de compenser sa dépendance énergétique	10
13. ...la Chine tente alors de diversifier ses sources d'approvisionnements énergétiques et son organisation.....	12
2. ASSURER UNE STABILITÉ INTÉRIEURE ET RÉGIONALE.....	14
21. Dans une province chinoise stratégique mais économiquement à la traîne, le Xinjiang,.....	14
22. ...face au peuple ouïgour, des activistes musulmans indépendantistes.....	15
23. ...la Chine tente de s'assurer une stabilité régionale.	16
3. AMBITIONS RÉGIONALE ET INTERNATIONALE	18
31. Devenir la puissance régionale... ..	18
32. ...et pouvoir concurrencer les Etats-Unis sur la scène internationale.	18
DEUXIÈME PARTIE : ATOUTS DES RÉPUBLIQUES D'ASIE CENTRALE.....	20
1. UN RÉSERVOIR D'HYDROCARBURES	20
11. la mer caspienne.....	21
12. le pétrole kazakh.....	21
13. le gaz turkmen	24
2. UN PARTENAIRE ÉCONOMIQUE ET COMMERCIAL.....	25
21. Des échanges économiques	25
22. Des liaisons de communication.....	26
23. Des concessions territoriales	26
3. UN ALLIÉ DANS LE DOMAINE SÉCURITAIRE ET DIPLOMATIQUE.....	27
31. L'outil chinois : l'influence grandissante de l'OCS.....	27
32. ...qui contribue à limiter l'influence américaine et otanienne	28
33. ...et participe, sous couvert de lutte contre le terrorisme, à la répression ouïgours. 28	
TROISIÈME PARTIE : LIMITES ET ENJEUX.....	30
1. DES RÉPUBLIQUES CENTRASIASIATIQUES INSTABLES	30
11. Régimes autoritaires	30
12. Le problème des ethno-minorités et pouvoirs claniques.....	31
13. Pays pauvres et populations déçues.....	32
2. UN AXE ÉCONOMIQUE DECEVANT	32
21. Difficultés énergétiques de taille.....	32
22. Un partenariat discuté	33
3. LES INFLUENCES EXTERIEURES DE L'APRÈS 11 SEPTEMBRE.....	34
31. Contrer l'intrusion américaine	35
32. ménager la nostalgie et la susceptibilité russe.....	37

33. <i>l'émergence d'autres voisins périphériques de l'Asie</i>	38
CONCLUSION	40
ANNEXE 1	42
<i>Chine, population et richesses du Xinjiang</i>	42
ANNEXE 2	43
<i>Composition ethno-linguistique de la population en Asie centrale</i>	43
ANNEXE 3	44
<i>Environnement stratégique de la Chine</i>	44
ANNEXE 4	45
<i>Projets de tracés d'oléoducs et de gazoducs au Sud-Caucase et en Asie centrale</i>	45
ANNEXE 5	46
<i>Projets de construction de voies d'acheminement du pétrole et du gaz en Asie centrale</i>	46
BIBLIOGRAPHIE	47